

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 20 SEPTEMBRE 1978 - N° 751

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

L'OLP lance un appel à la

Grève générale en Palestine

La précision de Bégin, dans son message radio-diffusé au «peuple israélien», à l'issue de la rencontre de Camp David : «Jamais il n'y aura d'autres armées que la nôtre en Cisjordanie», a le mérite d'être clair. Elle souligne avec la plus grande netteté que les tractations à venir sur ce morceau de Palestine occupée ne doivent en aucun cas remettre en cause l'occupation sioniste. Cette déclaration est à la mesure du communiqué final de Camp David qui ignore intégralement les droits nationaux du peuple palestinien, elle illustre l'importance des concessions de Sadate. Or, comme vient de le rappeler l'OLP qui appelle à la grève générale et à l'intensification de la lutte armée en Palestine occupée, «il ne peut y avoir de paix au Proche-Orient sans les Palestiniens».

Sans doute la rencontre de Camp David va-t-elle être suivie de nouvelles manœuvres pour tenter d'isoler la Résistance Palestinienne. A cet égard, l'invitation faite à Hussein de Jordanie, de s'engager dans un processus de négociation avec Israël sur la Cisjordanie, s'inscrit dans la tentative américaine de rallier d'autres pays arabes à la politique de capitulation de Sadate. De même, le Liban peut être dans les semaines qui viennent le théâtre de nouveaux affrontements qui viseraient à réduire la marge d'action de la Résistance Palestinienne.

Mais, le processus de «paix» séparée qu'entend enclencher Carter pour être maître d'un «réglement» au Proche-Orient, risque fort de buter sur les «interprétations» israéliennes. Même le retrait du Sinai n'est nullement garanti, et la durée prévue pour la mise en œuvre de

● *Begin : «Il n'y aura jamais en Cisjordanie une autre armée que l'armée israélienne»*



«l'accord» sur ce point, laisse la place à beaucoup d'incertitudes et de remises en cause. Dès lundi soir, la plupart des commentateurs s'accordaient d'ailleurs pour souligner les limites de ce qui vient d'être signé.

Face aux manœuvres des Etats-Unis, l'URSS espère tirer profit de la

situation. Sous couvert de défendre les intérêts arabes, Moscou voudrait réoccuper une place de premier plan dans les tractations sur le Proche-Orient, en vue d'y faire valoir ses propres ambitions hégémoniques. Ces différentes manœuvres appellent toute la vigilance des peuples de la région.

Lire nos articles pages 6 et 7

SPLI

- Nouvelle intervention des flics lundi matin
- Manifestation des ouvrières lundi soir

Lundi matin, les CRS intervenaient pour la seconde fois consécutive contre les ouvrières de la SPLI (Rennes), occupée depuis 3 mois.

Dès le soir la riposte prenait la forme d'une manifestation à l'appel de la section CGT de l'entreprise et cela malgré l'opposition de l'Union départementale CGT.

Lire en page 12

Éternit : non aux 975 licenciements

Plusieurs centaines de travailleurs venus des différentes usines «Eternit» se rassemblaient lundi à la Bourse du Travail de Paris. Ce rassemblement combatif constitue un premier pas dans la coordination de la lutte contre les 975 licenciements.

Lire en page 5

Séguy-Maire : pas d'accord

Lire en page 12

Le séisme en Iran : plus de 26 000 victimes

Le bilan ne cesse de s'alourdir après le séisme qui a ravagé la région de Tabas en Iran. Le nombre de victimes pourrait être de 26 000 morts. La ville de Tabas, entièrement rayée, ne compte que 2 000 survivants dont de nombreux blessés sur une population de 10 000 habitants. Les bulldozers creusent des fosses communes tandis que des avions militaires déversent le formol sur les ruines pour éviter les épidémies de choléra. L'armée, les mains encore rouges du sang des manifestants, débarque pour organiser les secours, mais semble bien incapable de faire face à la situation devant l'ampleur de la catastrophe.

Des radios locales ouvrent leurs portes au PS

Lire en page 4

**LE PROFIL MENAÇANT
D'UNE FUTURE POLICE
MEDICALE**

Lire en page 8



Tribune de discussion pour le 3^e Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

PROJET DE PROGRAMME

Nous avons commencé à publier hier le projet de programme avec le préambule «Vers le communisme». Nous poursuivons aujourd'hui avec la partie intitulée «La tendance des peuples à la révolution se développe avec vigueur».

À l'issue de la publication de l'ensemble de ce projet de programme, la tribune de discussion sera ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et à ses amis. Dans ce cadre, de nombreuses contributions sont attendues et pourront être publiées selon l'intérêt et l'ordre de la discussion.

La tendance des peuples à la révolution se développe avec vigueur

Le monde actuel connaît quatre contradictions fondamentales :

- celle qui oppose les peuples et nations opprimés à l'impérialisme et au social-impérialisme,
- celle qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie dans les pays capitalistes et révisionnistes,
- celle entre les pays impérialistes et le social-impérialisme et entre pays impérialistes, en particulier entre les deux superpuissances,
- et la contradiction qui oppose les pays socialistes aux pays impérialistes et au social-impérialisme.

Le mouvement des peuples, nations et pays opprimés, dont l'élément moteur est la lutte des peuples contre l'impérialisme et le social-impérialisme, le mouvement révolutionnaire du prolétariat dans les pays capitalistes et révisionnistes, le mouvement de consolidation de la dictature du prolétariat dans les pays socialistes sont les trois grandes composantes de la révolution prolétarienne mondiale.

La défaite retentissante des USA en Indochine, la victoire récente de plusieurs luttes de libération nationale, notamment en Afrique (Mozambique, Guinée Bissau...), la constitution du Tiers Monde en force politique, le développement important de la lutte de classes dans les pays capitalistes, où les difficultés économiques et politiques de la bourgeoisie sont allées en grandissant, sont le signe d'un essor considérable de la lutte révolutionnaire des peuples.

D'importantes modifications se sont ainsi produites dans la situation internationale. L'apparition des deux superpuissances — l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique — aboutit au découpage du monde en trois grandes zones :

- Le premier monde est constitué des deux superpuissances, USA et URSS, dont la rivalité pour l'hégémonie s'accroît. Elles sont l'ennemi principal des peuples du monde.
- Le deuxième monde est constitué par les pays capitalistes et impérialistes secondaires, soumis aux pressions des deux superpuissances.
- Le Tiers Monde joue un rôle grandissant sur la scène mondiale : riche de milliards d'hommes et recelant les ressources naturelles les plus importantes de la terre, les pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine s'unissent pour s'opposer au pillage de leurs matières premières et à l'hégémonie, pour imposer aux anciennes puissances

ces coloniales des concessions et des reculs. Cette progression générale de l'unité politique du Tiers Monde depuis la Conférence de solidarité afro-asiatique à Bandoeng en 1955, est une tendance historique.

Profitant de l'affaiblissement, à l'intérieur comme à l'extérieur, de l'impérialisme US, le social-impérialisme soviétique, socialiste en paroles, impérialiste dans les faits, qui avance à visage voilé, a multiplié les pressions, ingérences dans les affaires intérieures d'autres pays, développé considérablement son armement. Il est l'ennemi le plus dangereux des peuples du monde.

La rivalité entre les deux superpuissances s'est ainsi considérablement accrue, au point d'aggraver fortement les risques d'une nouvelle guerre mondiale : l'enjeu stratégique de leur rivalité, c'est l'Europe, en raison de son potentiel économique, technologique, humain, et des liens coloniaux ou néo-coloniaux qu'elle entretient encore.

Aujourd'hui, les facteurs de guerre et les facteurs de révolution croissent simultanément.

Les peuples du monde doivent prendre sérieusement en compte l'éventualité d'une nouvelle guerre mondiale, renforcer leur vigilance et leur mobilisation, développer leur lutte révolutionnaire afin de faire reculer les risques d'un affrontement de grande ampleur à porter des coups aux deux superpuissances impérialistes.

Mais aujourd'hui, la tendance des peuples à la révolution se développe avec vigueur ; que la guerre provoque la révolution ou que la révolution conjure la guerre, ce sont en fin de compte leurs luttes qui décident de l'avenir de l'humanité. Ils constituent une force irrésistible dont aucune manœuvre ou aventure de l'impérialisme ne pourra venir à bout.

Développons l'internationalisme prolétarien Conjurons les risques de guerre

Fermelement attaché à l'internationalisme prolétarien, le PCRml combat pour la révolution prolétarienne en France, en tant que partie intégrante de la révolution prolétarienne mondiale.

Le PCRml se fixe pour tâche d'unir la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière de France à la lutte révolutionnaire des classes ouvrières des autres pays capitalistes, pour l'instauration du socialisme.

Il se fixe pour tâche d'organiser la solidarité de combat du prolétariat et des masses populaires de France avec la lutte des peuples et pays opprimés par l'impérialisme français.

Il dénonce le caractère impérialiste de la politique française dans ces pays, qui contraint notamment à l'émigration des milliers de travailleurs. Dans ce cadre, il apporte aux travailleurs immigrés en France toute l'aide dont ils ont besoin pour préparer la révolution dans leur propre pays. Il soutient leurs luttes comme partie intégrante du combat de la classe ouvrière de France, combat le chauvinisme et le racisme.

Il soutient la lutte des peuples et nations opprimés par l'ensemble des pays impérialistes et le social-impérialisme.

Il soutient leurs luttes contre le colonialisme, le néo-colonialisme, le sionisme et l'apartheid.

Notre Parti soutient fermement les pays socialistes, au premier rang desquels se trouve la République Populaire de Chine.

Il apporte son soutien au renforcement de la dictature du prolétariat dans les pays socialistes.

Il propage dans les masses les exemples vivants du socialisme qu'édifie la Chine et les autres pays socialistes.

Il dénonce les campagnes d'intoxication menées par la bourgeoisie et le révisionnisme contre les pays socialistes et organise la riposte à toute tentative d'encercllement et d'agression contre ces pays.

Tout en luttant pour la Révolution Prolétarienne, le PCRml éveille la vigilance des masses populaires de France par rapport aux risques de guerre et organise la lutte contre les visées hégémoniques et les plans bellicistes des deux superpuissances.

La crise politique de l'impérialisme français

L'impérialisme français dans la lutte pour le partage du monde

L'impérialisme français, qui a vu son empire démantelé sous la poussée de la lutte des peuples pour l'indépendance, continue d'imposer sa domination coloniale à des peuples qui la rejette : en Guadeloupe, à la Martinique, en Guyane, à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie, à la Réunion...

Face à la lutte de ces peuples, face à celle des peuples des pays où il conserve encore une influence prépondérante, essentiellement dans ses anciennes colonies d'Afrique, face aussi aux mesures d'indépendance, même limitées, prises par les gouvernements de ces pays, l'impérialisme français tente de maintenir ses positions.

Il cherche à développer l'exportation de capitaux, notamment dans le cadre d'interventions européennes conjointes. Et il n'hésite pas à multiplier les expéditions militaires contre les peuples africains. De plus, il tente de tirer parti de la grave menace que fait peser l'agression du social-impérialisme sur l'indépendance du continent africain, pour justifier ses propres agressions.

L'impérialisme français poursuit ses visées propres dans le bassin méditerranéen et cherche toujours au Moyen Orient à recueillir les fruits de la politique gaulliste. Mais, compte-tenu de la relative faiblesse de son appareil industriel, il a du mal à bien se placer dans la concurrence inter-impérialiste.

Agissant souvent de concert avec l'impérialisme US dans différentes régions du Tiers Monde, il est

cependant contraint de louver, notamment dans les instances internationales, entre les positions des deux superpuissances et celles du Tiers Monde.

Le PCRml lutte pour l'indépendance immédiate de toutes les colonies françaises. Il lutte contre toutes les formes d'intervention impérialiste de la bourgeoisie française :

— Retrait des troupes coloniales et liquidation des bases militaires, abrogation des accords dits de défense, dirigés contre les peuples !

— Abrogation de tous les traités inégaux dits de coopération, restitution aux peuples de leurs richesses nationales, réparation des dommages causés par le pillage impérialiste !

L'impérialisme français vit à la fois de l'exploitation de peuples du Tiers Monde et en France, principalement de l'exploitation de la classe ouvrière. C'est pourquoi ces peuples en lutte pour leur libération sont les alliés du peuple de France en lutte pour la révolution prolétarienne.

L'Europe

L'Europe, par son potentiel humain, économique et technologique, par ses colonies et néo-colonies est l'enjeu stratégique de la rivalité USA/URSS. C'est la mainmise sur l'Europe par l'une des deux superpuissances qui lui assurerait de manière décisive l'hégémonie sur le monde. C'est pourquoi les deux superpuissances ont massé en Europe un potentiel militaire considérable, en hommes et en matériel classique et nucléaire. Elles rivalisent sur les plans politique, économique et militaire.

L'impérialisme US, profitant des difficultés rencon-

trées par les pays européens du fait de la crise, manœuvre pour y consolider son influence, malgré son propre affaiblissement. De son côté, le social-impérialisme soviétique, qui domine les pays de l'Europe de l'Est, manœuvre sur les thèmes généraux de la détente, de la coopération et de la sécurité en Europe, comme aux réunions d'Helsinki et de Belgrade, pour affaiblir les résistances à sa pénétration. Les deux superpuissances constituent l'ennemi principal des peuples. Mais d'apparition récente, fort, se masquant derrière les mots de socialisme et de paix, cherchant à évincer son rival américain, le social-impérialisme constitue l'ennemi le plus dangereux des peuples.

La crise économique, depuis 1973, a frappé tous les pays européens, accentuant les différenciations entre eux. La plupart des pays d'Europe du Nord, en particulier l'Allemagne de l'Ouest, forts d'un potentiel industriel plus compétitif et d'une agriculture hautement industrialisée, ont accru leur avantage sur les pays d'Europe du Sud, où l'industrie est moins concentrée et la paysannerie pauvre et moyenne plus nombreuse. Bien que ralentie, l'intégration économique européenne s'est poursuivie. L'accord pour l'élection au suffrage universel du parlement européen, traduit une harmonisation limitée des politiques des États européens, sans marquer de progression décisive vers une Europe supranationale, désormais peu probable.

Le PCRml combat les ingérences des deux superpuissances en Europe et leurs tentatives de mainmise.

Le PCRml dénonce la collaboration entre les régimes européens pour étendre et coordonner les mesures de répression et d'exploitation.

Le PCRml développe l'unité des peuples d'Europe contre l'hégémonie et la solidarité dans la lutte pour la révolution prolétarienne, pour le socialisme.

Projets de réforme de la police



POUVOIRS ACCRUS POUR LES CRS

● Ce lundi, le ministère de l'Intérieur présente des projets de réforme de la police au Comité paritaire. L'essentiel de ces projets consiste en une plus grande autonomie des CRS.

Les forces de police en tenue (CRS et effectifs des commissariats) sont divisées en deux catégories : la police urbaine (les effectifs des commissariats) et les éléments mobiles (les CRS). Ces deux catégories de policiers en tenue dépendent l'une comme l'autre de la Direction centrale de la sécurité publique. Une certaine autonomie existe déjà de fait pour les CRS. Aux termes d'un décret paru en février der-

nier, les commandants de groupement et commandants principaux ont reçu la qualité de commissaires. Ce qui signifie que désormais, ceux-ci sont représentés, non plus seulement de la force publique, mais également de l'autorité civile.

C'est ainsi que ces forces ne seraient plus soumises aux autorités locales, ce qui favoriserait leur soumission plus directe au pouvoir central.

Cette autonomie des CRS par rapport aux autres forces de police va, dans les projets gouvernementaux, être étendue. C'est ainsi que la direction centrale de la sécurité publique va être remplacée par deux services distincts,

un service central des CRS et une direction centrale des polices urbaines.

Deux autres mesures sont à l'ordre du jour de cette réunion : le rattachement du service des courses et des jeux à la police judiciaire. La répression des fraudes en matière de jeux et de courses est, jusqu'à présent, du ressort des renseignements généraux. Ceux-ci, déchargés de cette tâche, pourront donc se consacrer de manière plus soutenue à leur travail de renseignement politique.

Enfin, un service régional de la police judiciaire va être constitué en Corse. Jusqu'à présent, la PJ de l'île dépend du service régional de Marseille. Offi-

ciellement, il s'agit simplement de mettre en conformité la structure de la police avec les nouvelles structures administratives, en l'occurrence la constitution de la Corse en région. En fait, l'objectif poursuivi est bien celui d'opérer une répression politique plus efficace, compte tenu des problèmes spécifiques de la Corse. Ce que reconnaît en termes plus ou moins explicites, le texte gouvernemental, qui parle du « caractère typique » de la situation dans l'île, et d'une augmentation de la délinquance « plus forte actuellement du fait de certains agissements d'éléments incontrôlés, qui essaient de faire régner un climat d'insécurité ».

Pilote radié de la commission paritaire de presse

Derrière la protection de la jeunesse

ATTEINTE A LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

● *Pilote*, journal de bandes dessinées a été rayé de la Commission Paritaire des Publications et Agences de Presse. Prise lundi 11 septembre, cette décision porte un grave coup à l'hebdomadaire ; ne plus être inscrit à la Commission l'empêchera à l'avenir de bénéficier des avantages consentis à la presse sous certaines conditions.

Ces avantages sont essentiellement de deux ordres : les avantages fiscaux et les tarifs postaux préférentiels.

Les journaux, en effet, s'ils obtiennent leur inscription payent 4 % de TVA au lieu de 17,6 % et bénéficient de tarifs postaux moins onéreux 0,115 centime l'exemplaire contre 1,36 francs. Pour justifier sa décision la commission a estimé que *Pilote* ne correspondait pas aux critères de la presse comportant des bandes dessinées à destination de la jeunesse. Il est reproché à *Pilote* de s'adresser de fait à des jeunes de plus de treize ans. Par ailleurs, ce journal aurait le tort de comporter par rapport à sa surface

réactionnelle plus de 50 % de BD. En fait, il s'agit d'une bien mauvaise raison. En effet, de nombreuses publications tomberaient sous le coup de la loi si l'on appliquait strictement ces critères juridiques à commencer par *Tintin* qui affirme s'adresser « aux jeunes de 7 à 77 ans ». Le rapporteur de la commission estime que cet argument ne vaut pas car, dit-il, manifestement, *Tintin* ne s'adresse qu'à la première jeunesse. Il ne disconvient pas par ailleurs que cette appréciation soit parfaitement subjective. Elle l'est en fait. La commission se défend vigoureusement par ailleurs d'avoir rayé *Pilote* à cause de la couverture de son dernier

numéro présentant Barre comme un gros bébé joufflu. C'est certainement vrai, ce qui est reproché à *Pilote* ce n'est pas cette couverture en particulier, mais son orientation, globalement critique envers le pouvoir.

La radiation n'est pas plus motivée par l'éditorial vilipendant la politique de Barre sur un ton assez mordant. Non, ce qui est en cause, c'est l'orientation générale de *Pilote* depuis plusieurs années. Certes, ce mensuel n'est pas la seule BD « d'opposition » mais elle est la seule, à notre connaissance, à s'adresser à la jeunesse. La bourgeoisie s'est toujours montrée soucieuse de préserver « les travailleurs de demain » des influences néfastes. Ce n'est pas une censure, dit la commission, puisque *Pilote* peut continuer à paraître. Certes, mais en déséquilibrant complètement un budget déjà mal assuré ou en

s'expatriant dans un pays où les tarifs d'impression sont moins coûteux. La conséquence d'une telle décision ne tardera pas à se faire sentir : ce sera sinon la disparition de cette publication, pour le moins des imprimeurs au chômage.

La décision de rayer l'inscription de *Pilote* à la Commission Paritaire des Publications et Agences de Presse va pleinement dans le sens de la politique générale de ce gouvernement : préserver la jeunesse des influences « néfastes » et se désintéresser des conséquences qu'auront les mesures prises sur l'emploi. Naturellement, ce qui est en jeu en l'affaire tout aussi fondamentalement, c'est la liberté de la presse. Car à quoi sert-il de dire que la presse est libre si on lui retire les moyens d'exercer cette liberté ? Aujourd'hui *Pilote* est frappé, mais demain ?

Election partielle : naufrage d'un sous-marin vert

La politique bourgeoise fleurit à l'ombre des hautes tours des promoteurs qui défigurent le 14^e arrondissement. Dans cette circonscription, où le PCF et le PS se tenaient de très près, en mars dernier, on a appris, au début de la campagne, la candidature d'un prétendu écologiste, un certain Jean-Marie Béziat, totalement inconnu des organisations écologistes. Il s'est révélé très rapidement que le candidat vert était en fait un membre du PCF, qui avait d'ailleurs milité sur le 14^e arrondissement. Cette candidature avait pour objectif évident de prendre des voix au PS (on sait que les électeurs socialiste et écologiste se recourent partiellement). Devant les protestations qui commençaient à se faire jour, la fédération de Paris du PCF démentait l'appartenance du candidat au PCF, cependant que lors de réunions publiques, la candidate (officielle) de ce parti, Rolande Perican, se montrait plus évasive, arguant du fait qu'il n'y avait « pas d'incompatibilité entre être écologiste et communiste ».

Dernier acte et non des moindres : les Henri Fabre-Luce et Brice Lalonde, candidats écologistes, dénoncent la manœuvre et menacent, si la candidature est confirmée, d'appeler les organisations écologistes à cesser toutes relations avec le PCF. Finalement, trop soucieux des intérêts de son parti, l'écologiste en herbe s'est retiré de la compétition. Fin piteuse d'une manœuvre qui risque de ne pas porter chance à ses auteurs.

PSU : vers la gauche

Le PSU a tenu samedi et dimanche sa convention nationale, prélude au congrès qui doit avoir lieu les 12, 13 et 14 janvier 1979 à Saint-Etienne. Les clivages politiques qui traversent actuellement le PSU portent sur les rapports à entretenir avec la gauche. Pour certains, la création du Front autogestionnaire a été un échec, les différents mouvements de masse (écologistes, femmes, régionalistes) ne s'y étant pas intégrés. Il convient donc de rejoindre au plus vite la gauche « officielle ». Pour les autres, il faut persister dans l'« expérimentation sociale », et le rapprochement avec les écologistes, notamment les Amis de la terre.

Doumeng chez les Rothschild

Une bien curieuse association vient de se nouer dans les milieux bancaires. Jean-Baptiste Doumeng, milliardaire et membre notoire du PCF, entre au conseil d'administration de la banque privée Stern. Cette banque, très spécialisée, a pour principaux actionnaires les familles Stern et Rothschild. Pourquoi cet accord ? Selon le PDG de la banque Stern, Doumeng « est un ami personnel. Nous nous sommes connus chez les Rothschild. Ses contacts nous seront très utiles pour jouer un rôle sur le plan international ».

Marcellin président du Conseil de Bretagne

Le Conseil régional de Bretagne vient d'élire son nouveau président. Raymond Marcellin, l'ancien ministre de l'Intérieur de Pompidou, a été élu avec 47 voix contre 13 au candidat du PS et 5 à celui du PCF. C'est en quelque sorte la rentrée politique de Marcellin, qui depuis son départ du gouvernement ne s'occupait plus que de la ville de Vannes, dont il est maire, et du conseil général.

Plainte contre Alice

Le président de l'université Paris VIII (Vincennes) vient de porter plainte en diffamation contre Alice Saunier-Sérét. Au cours d'un dîner-débat en Bretagne, en juin, celle qui a la charge des universités avait déclaré : « A Vincennes, on a délivré des diplômes à un cheval ».

A propos de la rencontre des radios locales le week-end dernier à Villeurbanne

A.L.O. ! Le PS ?

● Ce week-end s'est tenue une rencontre des radios locales et indépendantes, dans la municipalité PS Villeurbanne. Simple hasard ? On peut en douter, il semble même que le Bureau de liaison de l'ALO (Association de Libération des Ondes) ait trouvé un terrain d'entente avec le PS, sur un projet de radios locales. En s'appuyant sur des radios qui émettent déjà, au contraire du PCF qui voudrait créer ses propres émetteurs, tout en ignorant les radios libres, le PS passe à l'offensive...

Les radios libres, depuis qu'elles vivent le jour, ont attiré autour d'elles des prises de positions contradictoires, obligeant sans cesse à redéfinir le terme même de radios libres ; de fait, les définitions clarifiées, derrière les diverses composantes qui en sont parties prenantes, les positions divergent, le « mouvement » se scinde.

UN BESOIN PRESSANT D'EXPRESSION

La première organisation de « radios libres » ayant fait autorité, est l'ALO, qui regroupait la majorité, dans son sein ou son sillage, des radios qui émettaient en marge du monopole. Le monopole de la radio-diffusion fut instauré à la fin de la guerre pour permettre un contrôle des émissions, écarter les collaborateurs. Mais ce monopole a changé de nature, et partie intégrante de l'appareil idéologique d'État, il participe de l'oppression et l'exploitation des travailleurs, et des masses. Bannières d'antenne, alors qu'un besoin pressant de communication, d'expression, ne peut être différé, les radios libres éclosent, et trouvent un accueil intéressé dans la population. La cible commune, l'empêchement de tourner en rond, le monopole, unifie sommairement les divers collectifs, autour de la seule « organisation » : l'ALO. Mais les élections approchent (mars 78), et vont développer les contradictions latentes, autour des divers projets avoués ou soigneusement « brouillés ».

Les élections, avec les promesses de bouleversement qu'à l'époque on pouvait attendre, voient un renversement de situation. Les giscardiens, dont certains sentent le pouvoir leur échapper, n'hésitent pas à violer le sacro-saint monopole, pour préparer l'après-mars. Le pouvoir se contente alors d'une réprobation de pure forme, et leur radio (Fil Bleu à Montpellier) arrêtera ses émissions une fois le pouvoir assuré de rester entre les mêmes mains.

Chirac plus discret, prépare une « régionalisation » de la radio-télévision, qui lui permette un contrôle efficace.

APPELS DU PIED

Le PCF, sûr de sa victoire, se cantonne au projet de radios locales contenu dans le fameux programme commun. En fait, une mainmise de son appareil sur les ondes sous couvert de démocratie par le truchement des associations (usagers, de quartiers...) dont il aurait le contrôle, mais toujours dans le cadre du monopole et du « service public ». Les radios libres existantes sont à l'époque ignorées ou combattues, sous le prétexte qu'elles ne « seraient pas d'essence démocratique ». Mars passe, le pouvoir avec lui. Le PCF fait alors du pied aux radios libres ; on verra même des élus de ce parti témoigner en faveur d'animateurs de radios libres (Radio 93) qu'ils combattaient peu de temps auparavant. Le PCF se sert ouvertement du mouvement des radios libres pour mainte-



Antibrouille 1978 : une initiative de la Fédération des Radios Libres non Commerciales.

nant rogner le monopole, et obtenir la concession d'émetteurs locaux sous la responsabilité des municipalités (avec le même fonctionnement que celui décrit dans le programme commun). Radio Montreuil entre dans ce cadre.

Le PS, pour sa part, entretenait le flou du projet paru dans le programme commun, et se montrait même publiquement avec des collectifs de radios. Fin mai, le comité directeur de ce parti examinait le « problème » des radios libres, et déterminait sa position. Création de radios locales dans le cadre du service public, abrogation du monopole, mais préparait simultanément l'entrée du secteur privé dans ce nouveau créneau que l'ensemble des collectifs radios croyait pouvoir créer rapidement.

L'ALO : TROIS TENDANCES

La rencontre internationale des radios qu'à l'époque on pouvait prétendre

libres, à l'initiative de l'ALO, Alfredo 78, allait permettre une clarification, d'où se dégageaient trois tendances.

La première faisait référence à une démocratie formelle, dont le projet se définissait ainsi : donner aux « gens » la possibilité de s'exprimer au travers de leur micro « pour le combat intellectuel et idéologique ».

Une deuxième, celle de faire des émissions pour « se faire plaisir ». Une autre enfin, conçue comme une animation de quartiers ou de régions, un outil pour « faire émerger la réalité sociale dans toute son authenticité ». La radio ne se contentait plus d'attaquer le pouvoir sur la forme, mais aussi sur le fond.

Les divers collectifs qui à l'époque n'avaient pas encore tranché sur une forme ou une autre, le firent rapidement, les tendances s'organisaient séparément. D'une part autour de l'ALO où, bien que regroupant les différents courants, se cristallisait la première conception avec « ouverture » vers des annonceurs. La grande question sous-jacente, et inhérente aux différentes conceptions étant celle de la méthode de financement, transformait rapidement les rapports de forces. L'ALO, favorable à la publicité, bien que dans un premier temps limitée, écartait automatiquement de ses rangs les radios de la troisième tendance. La publicité y était rejetée comme

partie intégrante de l'idéologie du pouvoir, c'est dans le combat de cette idéologie que se sont constituées les radios libres. Quelques semaines plus tard, naissait la Fédération des Radios Libres Non Commerciales.

UN PROJET CONTESTÉ

L'ALO tentait une dernière manœuvre et présentait avec les restes de Consensus Liberté Radio (émulation de Fil Bleu), un projet de loi au Parlement, sans qu'il ne soit discuté auparavant par les collectifs, même ceux appartenant à son organisation.

C'était croire le pouvoir trop faible. Non seulement le projet est rejeté, mais la répression se développe davantage, des radios sont saisies, des animateurs inculpés, la loi du monopole est renforcée ! Qu'était donc ce projet que l'on avait tenu caché ? Un projet pour des radios locales, avec des collectifs « indépendants » des municipalités, mais qui se plieraient pour une partie d'antenne aux desideratas des « autorités régionales » (mairie, préfecture,...), financement au moyen de la publicité : et les radios libres s'étaient battues pour ça ? Ces critères faisaient dire à des collectifs que ce projet de loi permettait de « définir les « bonnes » et les « mauvaises » radios ».

LIMITER LA LIBÉRALISATION

Ce week-end, les convergences sont apparues plus clairement, le PS avait délégué Charles Hernu, maire de Villeurbanne qui ne voit pas de contradiction majeure avec son parti, et est prêt à admettre l'existence des radios locales, type ALO, sous couvert qu'il y ait accès, conformément au projet déposé par le bureau de liaison. Pour financer une vaste campagne de souscription, détailler et présenter leur projet de « limitation des dangers d'une libéralisation anarchique des ondes », on se tourne vers les industriels intéressés par les « radios libres ». Le terme fait encore recette.

Le PS a entendu l'appel de l'ALO, ils étaient branchés sur la même ligne ! Une occasion pour les collectifs hésitants qui se reconnaissent de moins en moins dans cette organisation usurpatrice, de clarifier leurs positions.

La bataille des radios libres n'en sera que plus déterminante autour des projets et des pratiques nouvelles qui se mettent en place autour de la fédération des radios libres, dans la mesure où ces projets concrétiseront les aspirations populaires. Une bataille qui s'annonce de longue haleine face à la répression !

Pierre CHÂTEL



Pour des « moyens pauvres » et la multiplicité des radios libres

LES TROUVAILLES DU PS

- Création d'un conseil de l'audiovisuel.
- Régionalisation des radios.
- Élargissement du « monopole municipal ».

L'ALO apparaissait déjà dans la droite ligne sociale démocrate du PS. Celui-ci profitait d'ailleurs largement du terrain déblayé par l'ALO et le bureau de liaison pour pénétrer certains collectifs, tout en paraissant les soutenir tous.

RADIO 95

Réunion publique, le jour traditionnel d'émission, à la maison du quartier des Vignes Blanches à Sarcelles, mercredi à 20 heures.

Eternit

DE L'ESCAUT A TRIEL, NON AUX 975 LICENCIEMENTS

● Le soleil tapait dur, lundi matin, au travers du toit vitré de la Bourse du Travail, sur les casquettes rouges phosphorescentes marquées CGT, les macarons CFDT, les banderoles multicolores des ouvriers d'Eternit venus de tout le pays. Ils étaient plusieurs centaines, arrivés par cars entiers des usines du Nord, des Yvelines, mais aussi des usines du midi, de Paray le Monial... Contents de se retrouver

Un responsable CGT fait à la tribune le tableau de la situation. Le 25 août, en pleines vacances, la direction annonce 975 licenciements, dont l'écrasante majorité concerne les ouvriers (792), convoque un Comité Central d'Entreprise pour le 1^{er} septembre, envoi à chacun une lettre où elle présente les licenciements comme acquis, le nombre, par usine, étant déjà déterminé, et l'entreprise située près de Martignes vouée à la fermeture ! Première réaction des syndicats : à quoi sert donc le CE, si la direction le considère comme une chambre d'enregistrement ?

Second problème, et qui n'est pas sans importance, c'est le schéma d'explication donné par la direction à l'appui des licenciements qui visent 20 % du personnel. Comme on peut s'y attendre, c'est la crise du bâtiment. Mais à chaque fois, la direction ne raisonne que sur la base des entreprises en question, et jamais du groupe. Or, Eternit, ce n'est pas seulement ces dix usines. C'est aussi un groupe que l'on retrouve dans 23 pays de tous les continents, à travers un faisceau de participations dans des sociétés financières, un holding des mines d'amiante... Les syndicats estiment donc que la direction ne parle que de la partie visible de l'iceberg, et qu'ils ne peuvent délibérer si on ne leur donne pas les éléments, au delà d'Eternit Industrie.

Ils refusent donc de s'inscrire dans la logique de la direction, et ils ont décidé d'attaquer sur plusieurs tableaux la bataille engagée contre les licenciements. Ainsi, tous les

nombreux, car pour eux, c'est justement un gros problème que de mener une action unifiée, contre les 975 licenciements répartis dans les dix usines du pays. Dès avant les interventions des responsables syndicaux, les mots d'ordre fusent, dans la bonne humeur. On chante «*Quand tu disais, Valéry...*», on actionne les sirènes des mégaphones.



CE d'Eternit poursuivent la direction en justice, devant les référés, pour obtenir raison sur la forme, du point de vue des arguments qu'elle avance. Ils demandent la nomination d'experts pour examiner la situation réelle du groupe dont quelques chiffres laissent à penser qu'elle n'est pas si dramatique : en 77, le capital a été porté de 6,5 milliards à 11, des provisions de 8,8 milliards ont été inscrites au budget, et depuis 1972, la productivité a doublé ! Dès ce mardi 19, le tribunal de Versailles devait se prononcer sur le dossier déposé par les syndicats de Triel et Vernouillet. Comme le rappelait le représentant de la fédération CFDT, cette action juridique ne peut se concevoir isolément, mais en liaison avec une mobilisation puissante dans chaque entreprise, et des initiatives coordonnées, dont la jour-

née d'action de lundi constitue une première étape. Une action dans l'unité syndicale, sur le terrain, une action qui a besoin d'être puissante, qui associe le maximum de travailleurs. Une action dont les modalités soient discutées à tous les niveaux, et qui permette d'atteindre un cadre national.

Dans cette optique unitaire, les deux syndicats demandent l'abaissement de la durée de travail à 35 heures. Sur des bases purement mathématiques, les sections syndicales de Prouvy ont ainsi calculé que le retour aux quarante heures supprimerait sur leur usine 200 licenciements, et qu'avec 35 heures, il n'y en aurait plus du tout. Bien sûr, ils voient cela sans diminution de salaire, ce qui n'est sans doute pas pour plaire à la direction. Pour obtenir cette revendication, tous in-

sistent sur le rapport de forces à créer.

Une fois tout cela rappelé, on organise la mobilisation pour l'après-midi. Une petite délégation portera une motion à la Chambre patronale concernée (l'UNICEM), et une au patron. Le gros des travailleurs ira en manifestation devant le ministère du Travail.

Une manifestation combative, qui arrive dans un quartier quadrillé par les flics. Pendant toute l'entrevue accordée à la délégation intersyndicale, les mots d'ordre déferleront. Les Schtis'mi de Prouvy, les ouvriers du Sud, ceux de Triel, mêleront leurs accents si contrastés, pour dire : «*Chômage, ras-le-bol ! Le pouvoir aux travailleurs !*», chanter l'internationale, face aux flics massés devant le ministère.

Ce qu'ils expriment, c'est leur refus de la vie qu'on leur impose : des dizaines d'années à travailler l'amiante, avec l'asbestose pour beaucoup d'entre eux, le souffle coupé par la maladie, que les patrons ne reconnaissent toujours pas comme professionnelle ; et aujourd'hui, après trois ans de chômage partiel, à raison d'une semaine par mois, la porte, le chômage total, le pointage à l'Agence.

Et quand un peu après 4 heures, chacun repart vers sa région, que ce soit vers les rives de l'Escaut ou du côté de Verneuil, tous ont le sentiment qu'une première bataille est bien engagée, celle de l'unité dans la lutte.



Région brestoise

ANTI-CUMULARDS CONTRE GARDES MOBILES : 20 INCULPATIONS

Dans la région brestoise, le syndicalisme agricole voulait attribuer une terre de 17 hectares à un exploitant de 9 hectares en cours d'expropriation pour route à quatre voies. Herry, cumulard disposant déjà de 90 hectares, en obtient le bail grâce au tribunal de Brest. Les syndicats ne pouvant prouver qu'il s'agissait d'un cumul.

Des agriculteurs, par centaines, ensemencent 11 hectares de la surface con-

testée mais le 4 septembre dernier, les frères Herry les saccagent sous la protection de deux cars de gardes mobiles. Résultat : 20 agriculteurs inculpés. Les syndicats agricoles, FDSEA et CDJA communiquent : «*Les frères Herry menacent de tirer sur les agriculteurs et ceux-ci sont inculpés de «violences sur hommes portant des fusils» et se prononcent de façon résolue et très ferme pour la continuation de la lutte.*»

Les licenciements, les mesures de chômage partiel se multiplient

Dépôts de bilan, cessations d'activité, chômage partiel continuent avec au bout le chômage pour des milliers de travailleurs. La S.G.E. (Société Générale d'Entreprises de travaux publics) vient de faire connaître son intention de licencier la totalité des travailleurs employés, soit 200. Menace de fermeture également à la S.N.E.T. (fabrication de machines agricoles) à Redon (Ille et Vilaine) : les 350 travailleurs risquent de se retrouver au chômage.

42 licenciements aussi à la CEMTA (Saint Gobain) à Pons, en Charente Maritime.

Aux forges de Gueugnon, en Saône et Loire, 2 000 travailleurs viennent d'apprendre, que durant tout le mois d'octobre, ils chômeraient tous les lundis, avec perte de salaire en conséquence. La même mesure serait prise au mois de novembre.

Les travailleurs de la région parisienne ne font pas exception à la règle : plusieurs centaines d'entre-eux sont menacés de licenciements à Nanterre : aux Papeteries de la Seine, à Moinon (bâtiment) et chez Andouart (machines outils).

Enfin, pour clore cette liste non exhaustive, il faut signaler l'entreprise Comever (construction de charpentes métalliques) à Brignoud en Isère : cette entreprise vient d'être mise en liquidation ; les travailleurs l'occupent.

Société Européenne de Brasseries :

C'est à une véritable attaque contre les travailleurs qu'entend se livrer dans les semaines à venir, la direction de la Société Européenne des Brasseries. Qu'on en juge : 300 licenciements sont prévus à la Brasserie Dumesnil d'Ivry, dans la région parisienne. L'usine Kronembourg, située à Strasbourg, est menacée de fermeture d'ici 1984.

Dès aujourd'hui, différentes mesures sont prises : chômage partiel, non renouvellement de certains contrats saisonniers et temporaires.

Société nationale de roulement

La direction de la Société Nationale de Roulement vient de faire connaître son intention d'instaurer des mesures de chômage partiel dans ses usines de Seynot, d'Annecy, de Meythet et d'Argonay, toutes ces entreprises se trouvent en Haute Savoie ; 4 000 travailleurs sont touchés.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Monique CHÉRAN

Contre l'accord de Camp David, l'OLP lance un appel à la Grève générale en Palestine

• En appelant à la grève générale en Palestine occupée, l'OLP entend condamner avec énergie les résultats de la rencontre de Camp David. Car, qu'il s'agisse des termes du communiqué final ou des déclarations qui ont suivi de la part des trois participants au sommet, les droits fondamentaux du peuple palestinien restent parfaitement ignorés.

Tout au plus, est-il fait allusion avec le plus grand cynisme, au «droit» qui pourrait être accordé à des Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie, choisis par l'occupant, de participer à des délégations égyptiennes et éventuellement jordanienne pour des pourparlers sur l'avenir de ces territoires. La décision palestinienne d'organiser une grève générale va de pair avec l'intensification des opérations en Palestine occupée, qui s'était manifestée dès l'annonce de la rencontre de Camp David.

Mercredi, doit se tenir à Damas, une réunion regroupant l'OLP, la Syrie, l'Algérie, la Libye et le Sud-Yémen, qui ont tous dénoncé la rencontre de Camp David et son résultat. Parmi les réactions arabes qui pèseront lourd dans l'évolution de la situation, celles de la Jordanie qui est invitée à participer à des discussions avec Israël, sur le statut de la Cisjordanie, aussi bien que de l'Arabie saoudite, ne sont pas encore connues à l'heure où nous mettons sous presse. On sait seulement que l'agence saoudienne d'information a annoncé : «L'Egypte a conclu un accord avec l'ennemi sioniste, tandis qu'Hussein de Jordanie doit, président dans la journée de mardi une réunion extraordinaire de son Conseil des ministres, dont il sortira sans doute une déclaration publique.

Au Caire, le ministre égyptien des Affaires étrangères, Mohammed Ibrahim Kamel, aurait démissionné à la suite de la signature de «l'accord» de Camp David. La nouvelle annoncée par la chaîne de télévision américaine ABC, a toutefois été démentie par le Caire.

En déclarant qu'il restait «de grandes difficultés», Carter était au moins sur ce point, près de la vérité, car au-delà des très grandes concessions de Sadate, la matérialisation de l'accord envisagé n'est nullement assurée : même l'engagement limité d'Israël pour le seul retrait du Sinaï, comporte une large part d'incertitude et peut toujours être remis en cause par Israël dans son application.

Les principaux points des deux accords

Washington : voici, d'après une source américaine, les principaux points des deux accords signés dimanche 17 septembre à la Maison Blanche à l'issue du sommet de Camp David.

A - Accord sur un cadre pour la paix au Proche-Orient.

Ce texte définit les principes pouvant servir de base à des traités de paix entre Israël et ses voisins, principalement la Jordanie dont le souverain, le roi Hussein, est invité à se joindre aux négociations.

Les habitants de la Cisjordanie et de la bande de Gaza recevront le droit à une pleine autonomie administrative pendant une période transitoire de cinq ans, mais le statut définitif de ces deux zones sera l'objet, durant la période transitoire, de négociations entre l'Egypte, Israël, la Jordanie (si elle se joint aux discussions) et les représentants palestiniens de ces régions.

Pendant cette période transitoire, Israël maintiendra une présence militaire dans

des garnisons spécifiées, la sécurité intérieure étant assurée par une police locale.

Israël s'engage à ne pas créer de nouvelles colonies de peuplement pendant les négociations menant à l'autogouvernement de ces deux régions.

B - Accord sur un cadre pour la conclusion d'un traité de paix entre l'Egypte et Israël.

Les deux pays s'engagent à signer un traité de paix dans les trois mois. Le principal point de désaccord demeurant est la condition égyptienne qu'Israël s'engage à évacuer ses colonies de peuplement dans le Sinaï, point sur lequel la Knesset devrait se prononcer dans les quinze jours.

Israël rétablira la souveraineté égyptienne sur la totalité du Sinaï et effectuera un premier retrait substantiel de troupes trois à neuf mois après la signature du traité de paix. Des relations normales, notamment diplomatiques seront alors établies entre les deux pays.

Le reste des termes

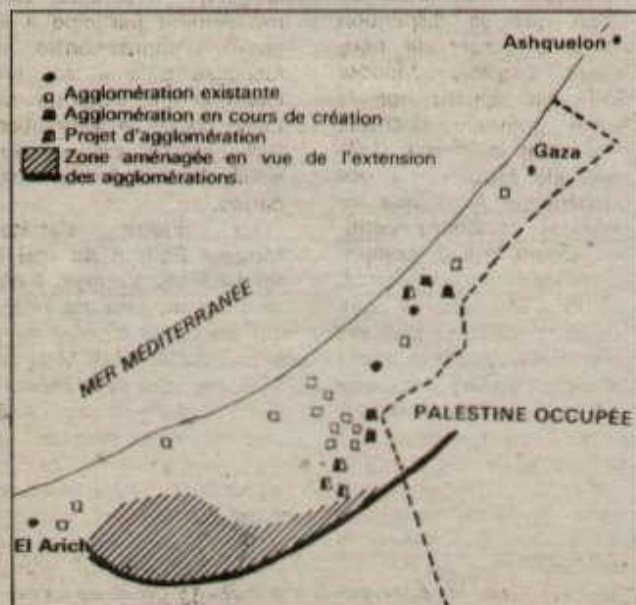
israéliennes sera retiré du Sinaï dans un délai de deux à trois ans suivant la signature du traité. Diverses zones de sécurité seront établies dans le Sinaï dont les bases aériennes seront placées sous supervision civile égyptienne.

C - Dispositions générales.

Les deux accords sont fondés sur le respect de la résolution 242 des Nations-Unies.

Il n'y aura pas de troupes américaines stationnées au Proche-Orient.

Le sort de la partie Est de Jérusalem fera l'objet d'un échange de lettres non spécifié.



Le processus d'une paix séparée

Il faut d'abord noter que ce texte présente comme joints deux accords : le premier «sur la paix au Proche-Orient». Il implique la Jordanie qui n'était pas représentée ni consultée à Camp David et «les habitants de la Cisjordanie et de la bande de Gaza», dont le caractère arabe n'est pas reconnu. Plus loin, le texte fait mention de «représentants palestiniens», excluant de fait le peuple palestinien et son représentant légitime l'OLP. Pour l'essentiel, cet «accord» reprend le plan de Begin destiné à faire des territoires dont les sionistes se retireraient «progressivement» de véritables bantoustans. Ce premier projet d'accord n'est en fait relié par rien de précis au deuxième qui parle de la «conclusion d'un traité de paix israélo-égyptien».

En fait, Sadate s'engage donc bien dans un processus de paix séparée. D'un côté, il cautionne un projet largement inspiré des plans sionistes au nom de la Résistance et des pays arabes qu'il n'a aucun mandat pour représenter. D'un autre côté, il s'engage à signer un traité de paix dans trois mois sur des bases qui sont très floues et ambiguës en ce qui concerne le Sinaï.

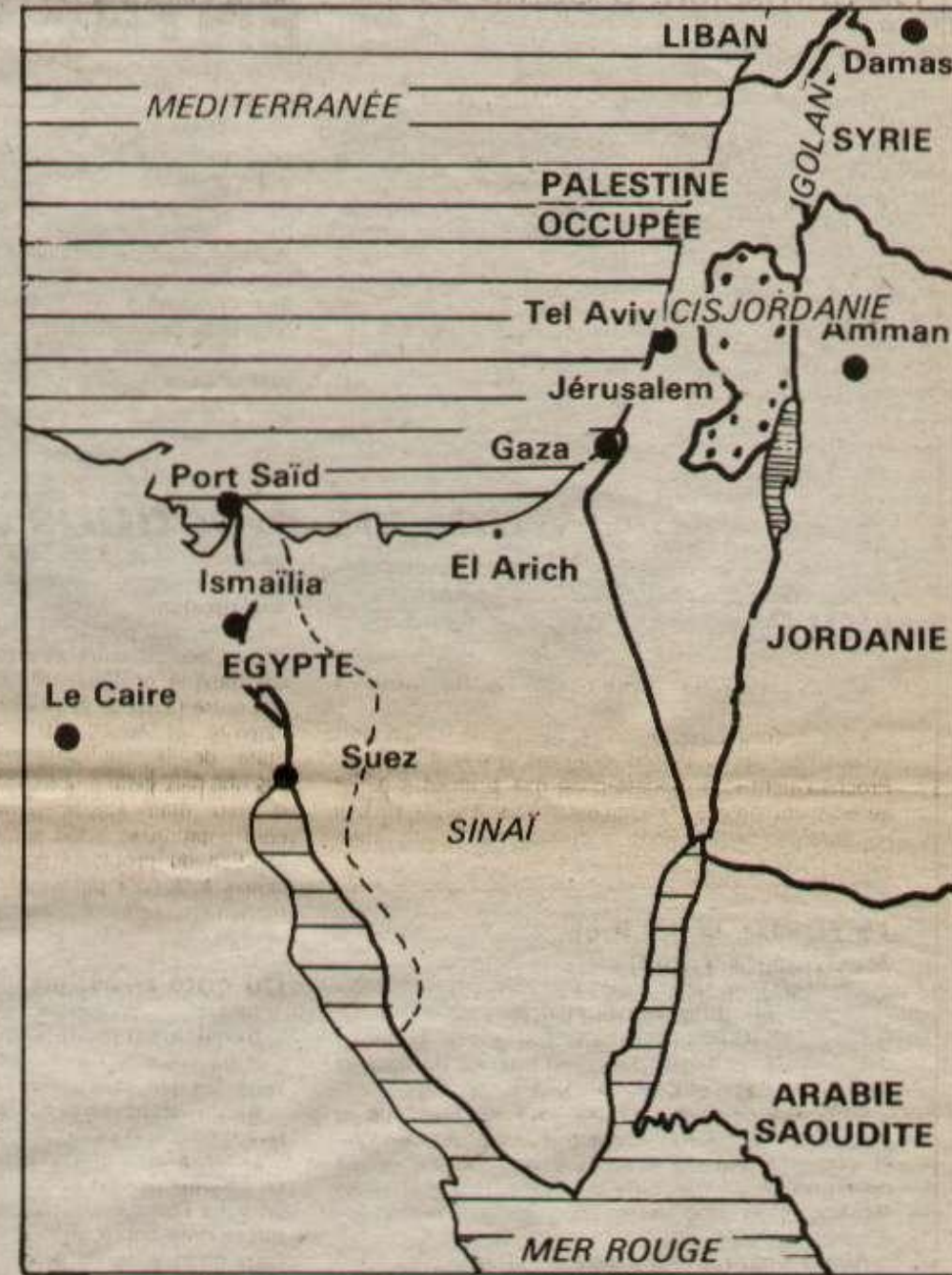
D'abord la question fondamentale des «colonies sionistes dans le Sinaï» reste un point de désaccord. Elle doit être discutée dans les quinze jours par le Parlement israélien. A quel marchandage Sadate va-t-il se plier ? Va-t-il accepter les deux-tiers, la moitié des colonies sionistes sur le territoire égyptien du Sinaï ? En laissant ce point ouvert, le président égyptien

risque de faire de la présence sioniste au Sinaï un objet de négociation. Autre abandon majeur : Sadate a accepté un retrait des troupes sionistes après la signature du traité, ce qui permettrait ensuite à Begin de pouvoir remettre en cause ce retrait sous n'importe quel prétexte. En revanche, il accepte les conditions des sionistes : des «zones de sécurité» et une délimitation durable du Sinaï, il laisse à Israël un droit de regard sur cette portion du territoire national.

Le fondement des deux accords serait la résolution de l'QNU n°242 du 22 novembre 1967. Cette résolution a servi de base à tous les complots impérialistes contre la Résistance Palestineenne. En effet, elle mentionne «l'inviolabilité territoriale et l'indépendance

politique de chaque Etat de la région» et le droit pour chacun de ces Etats de «vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues», ce qui implique une reconnaissance de l'Etat d'Israël. Cette résolution ne fait mention du peuple palestinien qu'en parlant du «problème des réfugiés».

En ce qui concerne le point qui exclut la «présence de troupes américaines au Proche-Orient», il s'agit d'une marque de prudence de la part de Carter. Il avait été en effet question de bases militaires «d'observation» américaines dans le Sinaï. En évitant pour le moment d'envisager cette forme d'intervention, Carter évite de provoquer l'URSS qui n'aurait pas manqué de se servir de cette intervention pour imposer la sienne.



De Jérusalem à Camp David

Depuis la fin de la guerre d'Octobre 1973, le but de chacune des deux superpuissances a été de patronner un «réglement négocié» assurant à l'Egypte ou à la Syrie de récupérer ses territoires occupés sans tenir compte des intérêts de la Résistance Palestineenne.

Après le dégageement de la mainmise soviétique opérée par Sadate, l'Egypte se tourne de plus en plus vers les États-Unis. Profitant de cette situation, Kissinger va mener une offensive diplomatique au Proche-Orient après la guerre de 73. Disposant de moyens de pressions pri-

LE JEU DE L'IMPÉRIALISME US ENTRE BEGIN ET SADATE

vilégiés sur l'Etat sioniste qu'il continue à soutenir de manière décisive, l'impérialisme US développe en même temps son influence sur l'Egypte qui, avec son poids politique, économique et militaire, avec ses 50 millions d'habitants, constitue une clé de la situation dans la région. Dès

1974, les États-Unis obtiennent un premier accord séparé sur le Sinaï.

Les difficultés croissantes rencontrées par Sadate dans une situation où il avait abandonné la guerre sans conclure la paix, la crise économique et sociale secouant l'Egypte de-

vaient amener le président égyptien à sa démarche de capitulation, son voyage à Jérusalem de novembre 1977. Dans son discours au Parlement israélien, malgré une fermeté de façade, il ouvrait la voie qui mène à Camp David. Reconnaisant l'Etat sioniste, il disait à Begin : «Nous acceptons de vivre avec vous». Faisant référence formellement aux droits du peuple palestinien, il s'abstenait de parler de l'OLP.

Mais la capitulation n'a pas payé pour Sadate : de la conférence du Caire en décembre 1977 à celle de Leeds en juillet 78, il a dû subir l'intransigence et les refus brutaux de Begin. C'est ainsi que les commissions politique et militaire laborieusement mises sur pied n'arrivaient pas à

fonctionner. L'impérialisme américain, qui jusque-là, travaillait en coulisse à multiplier les manœuvres et les navettes ; voyages de Vance et d'Atherton entre le Caire et Tel-Aviv.

Enfin, alors que la tension était devenue telle entre Sadate et Begin qu'«alors toute la situation pouvait échapper aux USA. Carter prenait en main personnellement la rencontre de Camp David. Reprenant de manière encore plus spectaculaire, la tactique de navette de Kissinger, il parvenait, dimanche soir, après dix jours de tractations très difficiles, à un accord à peu près présentable, en tout cas à une prolongation de trois mois du processus de paix séparé qu'il patronne.

Parmi les réactions

L'OLP

L'OLP, dont le porte-parole à Beyrouth à déclaré :

«Cet accord bilatéral entre Sadate et Begin sert uniquement les ambitions expansionnistes d'Israël au Proche-Orient (...). Sadate n'est pas autorisé à parler au nom du peuple Palestinen et des Arabes (...). Il n'y aura pas de paix juste et durable au Proche-Orient sans l'OLP».

Le FDPLP, le FPLP et Raymonda Tawill

Hawatmeh, dirigeant du FDPLP
«Les Palestiniens foulèrent aux pieds le projet d'autonomie de Begin, de même que les documents de Sadate, Begin et Carter. (...)»

Dans ces circonstances les pays du Front de la Fermeté doivent établir un plan militaire, économique et politique afin de faire face au complot tramé notamment contre la Syrie et l'OLP (...). De chaudes semaines nous attendent.

Abour Charif, porte-parole du FPLP
Begin ne nous a pas imposé ses propres conditions à Sadate qui de son côté a fait des concessions sur les droits fondamentaux des masses arabes, en général et des masses égyptiennes et palestiniennes en particulier.

«Le Sinaï sera évacué dans les quinze jours (...). La trahison de Sadate a été au delà de ce qui était attendu. Nous sommes certains que les 3 chefs d'Etat se sont accordés pour mener une politique active contre les mouvements de libération, qu'ils soient arabes ou africains (...). Nous combattrons de toutes nos forces les accords conclus à Camp David».

Raymonda Tawill, journaliste palestinienne vivant en Cisjordanie.

«Les Palestiniens n'auront à présent pas d'autre alternative que de multiplier les attentats en Israël et dans les territoires occupés, car on ne peut pas demander à un peuple désespéré de se résigner. Il est possible que, pour de telles déclarations, je sois dès ce soir en prison, mais j'ai le devoir de parler au nom de mes frères».

Du côté égyptien

La déclaration de Sadate : «Il n'y aura plus de guerre avec Israël. Nous n'aurons plus à envoyer nos fils combattre au Sinaï, car nous avons réussi à aboutir à une juste paix par le retour de la pleine souveraineté égyptienne et le retrait israélien complet du Sinaï. (...)» J'ai dit que, si je le pouvais, j'épargnerais chaque goutte de sang de chaque égyptien. Aujourd'hui je suis empli de joie en déclarant que j'ai réalisé ce que je désirais.

Pour les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, la longue nuit approche de sa fin.

«Ce que disait Sadate en novembre 1977

à Jérusalem

«Je ne suis pas venu chez vous pour conclure un accord séparé entre l'Egypte et Israël. Cela n'entre pas dans la politique de l'Egypte. Le problème n'est pas entre l'Egypte et Israël et une paix séparée entre l'Egypte et Israël ou entre un quelconque des Etats de la confrontation et Israël n'apporterait pas une paix juste à la région toute entière. De plus, si la paix était établie entre tous les Etats de la confrontation et Israël sans qu'intervienne une juste solution du problème palestinien, cela ne conduirait jamais à la paix permanente et juste sur laquelle le monde entier insiste aujourd'hui».

Du côté israélien

Begin, lundi matin à la radio.
«Citoyens d'Israël, en cette heure matinale, je viens vous dire que nous avons apporté la paix».

Begin, dans une déclaration radiodiffusée en Israël :

«Nous avons ramené la paix (...). Il n'y aura jamais en Cisjordanie une autre armée que la nôtre. Jamais un autre Etat ne sera créé en Cisjordanie. Le gros des forces israéliennes, restera en Judée, en Samarie et à Gaza pour veiller sur la sécurité du peuple d'Israël, en Eretz Israël».

Israël n'a aucune visée territoriale. Au Sinaï, nous ne demandons pas un seul kilomètre carré à l'Egypte».

Ariel Sharon, ministre de l'Agriculture et promoteur des colonies sionistes.

«Ce sont les efforts faits par le gouvernement depuis un an en matière d'implantations qui ont permis à M. Begin de faire preuve aujourd'hui de générosité et de souplesse sans mettre en danger la sécurité d'Israël».

Geula Cohan, membre du Likoud, parti de Begin.
«Il s'agit d'un suicide national, ce n'est pas un traité de paix, mais un traité de guerre».

Réactions diverses

Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU :
«La rencontre (...) a été un événement extraordinaire et a représenté un effort énorme pour aboutir à des accommodements sur des problèmes extrêmement complexes. Mais... beaucoup de problèmes, difficultés, restent à résoudre. (...) Beaucoup dépendra des autres parties intéressées».

Moscou (Agence TASS)

Les Soviétiques considèrent que le traité «montre qu'un véritable complot a été monté à Camp David contre les peuples du Proche-Orient et les intérêts de la paix dans cette région d'une grande importance stratégique».

L'Agence Tass accuse Sadate d'avoir «renoncé aux exigences pan-arabes, trahi la cause du peuple arabe de Palestine et capitulé face aux exigences de Tel Aviv et de Washington».

La disparition de Moussa Sadr Des difficultés en Iran et au Liban

Au Liban, la semaine dernière, une grève générale d'un jour, a accompagné la disparition de Moussa Sadr, chef religieux chiite, alors qu'il se trouvait en Libye. Il est probable que sa disparition soit liée aux événements en Iran, car Moussa Sadr fait partie de l'opposition religieuse iranienne. Originaire d'Iran, il est établi au Liban et dirige la communauté chiite de ce pays. Plus qu'en Iran, c'est au Liban que sa disparition risque de créer de nouveaux conflits. Moussa Sadr est apparu sur la scène politique libanaise peu avant la guerre civile avec «le Mouvement des Dëshérétés». Alors que les sionistes attaquent continuellement le sud, composé en majorité de chiites, en 1974-75, Moussa Sadr forme le «Mouvement des Dëshérétés», arme la population du Sud et lance une campagne violente contre l'Etat incapable de défendre ses frontières. Dans la Békaa, où se trouve le reste de la communauté chiite, il fait appel à la solidarité pour la défense du Sud. Sur le plan po-

litique, il demande que la communauté chiite (devenue la plus importante numériquement) ait plus de pouvoir dans l'Etat. C'est surtout à cause de la défense du Sud, que le Mouvement des Dëshérétés prend rapidement du succès.

La guerre libanaise fera beaucoup de mal à ce mouvement : tout d'abord, Moussa Sadr fait une grève de la faim pour arrêter la guerre. Il échoue. Son mouvement participe à la guerre d'abord contre les fascistes puis il soutient l'intervention syrienne au Liban contre la Révolution Palestineenne, comme plusieurs autres forces libanaises.

La guerre s'arrête, Moussa Sadr a du mal à reformer ses troupes. Il n'a plus les moyens de relancer la bataille du Sud. Mais les militants de son mouvement prennent part activement à la défense du Sud, aux côtés de la Résistance Palestineenne. C'est cet aspect patriotique du Mouvement des Dëshérétés qui lui donne encore un poids au Liban.

Projet de décret Boulin : anti arrêts de travail

LE PROFIL MENAÇANT D'UNE FUTURE POLICE MEDICALE

● Les déclarations toulousaines de Boulin sur le contrôle des arrêts de travail ne sont pas arrivées n'importe quand. C'est un véritable ballon d'essai que le ministre a voulu lancer pour réactualiser un projet de contrôle dont la première rédaction avait suscité de multiples oppositions.

Sur quoi s'appuie Boulin pour faire avancer son projet scélérat ? D'abord sur la loi de janvier dernier à propos de la mensualisation (signée par le CNPF, la CFTC et FO) et qui prévoit que l'employeur peut contester un arrêt de travail fait par un médecin traitant et demander une contre-visite.

Les modalités d'application devant être fixées par un décret élaboré ultérieurement.

LE PREMIER PROJET

La première rédaction du décret, élaborée avant l'été dernier, cherchait à définir un compromis que le pou-

voir espérait faire accepter aux organisations de médecins et aux confédérations. Rappelons en la te- neur : comme dans le système Sécurex, les médecins étaient toujours recrutés par l'employeur mais choisis dans une liste établie par les directions départementales de l'Action Sanitaire et Sociale et avec l'approbation du Conseil de l'ordre, des employeurs et des comités d'entreprises. Ce projet se heurtait alors à plusieurs types de réactions : celle des syndicats médicaux, la Confédération des Syndicats Médicaux de France et la Fédération des Médecins de France, ces organisations corporatistes critiquèrent le projet parce qu'il ne prévoyait aucun recours en cas de désaccord entre le médecin contrôleur et le médecin traitant. En gros le point de vue des «syndicats» tient compte de la susceptibilité des médecins de ville, qui ne peuvent admettre de voir leurs ordonnances contestées par des médecins de contrôle. De son côté le Syndicat de la Médecine Générale faisait connaître son refus net de tout contrôle de ce type.

Celle des syndicats CGT et CFDT qui ont, à la suite de nombreuses luttes menées dans les usines contre les médecins flics (Stein Industrie, Caterpillar etc...) fait connaître leur opposi-

tion et souligné que le fond du problème était celui des causes réelles de l'absentéisme, c'est-à-dire pour l'essentiel les mauvaises conditions de travail et de vie.

IMPOSER UN ETAT DE FAIT

Profitant du flou législatif, les patrons ont tout fait pour imposer un état de fait : aux contrôles qui existaient depuis longtemps dans certaines entreprises nationalisées (Renault, SNCF, Mines), aux contrôles réalisés par la police privée médicale Sécurex, de nouvelles tentatives se sont ajoutées ; multiplication d'officines privées de ce genre, de même avec les employeurs, licenciements sélectifs des travailleurs jugés «trop coûteux» et récemment (à Vesoul) tentative de faire certifier à l'avance dans le contrat de travail et par le médecin que tel travailleur ne peut être malade plus de trois semaines par an sous peine de licenciement ! Face à ces menées patronales les actions se sont multipliées. L'hostilité générale des travailleurs, la méfiance des généralistes ont contribué à rendre pour le pouvoir le problème de plus en plus compliqué. C'est pour tenter de débloquer cette situation, et pour répondre aux demandes pressantes du CNPF, que Boulin tris-

tement connu des travailleurs du secteur santé pour sa loi de réforme hospitalière de 1970, qui introduisit la rentabilisation à outrance des hôpitaux, sort sans tarder une deuxième mouture du projet.

LE SECOND PROJET

Cette deuxième version consisterait à «mettre à l'étude directement une liste de médecins de contrôle». Cette fois-ci Boulin aurait réussi à diviser le front syndical médical puisqu'il se serait mis d'accord avec la CSMF pour confier au conseil de l'Ordre la sale besogne, c'est-à-dire l'établissement des listes. Lequel Conseil de l'Ordre est, en effet, tout à fait indiqué pour ce genre de tâche. Le patronat se suffirait d'un tel système qui lui permettrait de généraliser rapidement les contrôles.

Du côté des confédérations, ce projet aura pour avantage de ne plus les «mouiller» comme dans la première version, (ce qui n'aurait pas manqué de leur créer des problèmes avec leurs syndiqués). La CGT restant sur sa position officielle de refus du contrôle, la CFDT se montrant plus «hésitante» (1) (Cf *Le Monde*), la CSMF a lâché «le morceau» à condition que la liste des médecins-flics ne soit pas trop longue pour empêcher

les «choix» entre «bons» et «mauvais» médecins, à condition que ces médecins soient des généralistes, que les malades et leurs médecins de famille soient prévenus auparavant. Toutes conditions pour tenter de «faire passer la pilule» en la rendant moins grosse ! Rappelons que les expertises en cas d'accident du travail (pour invalidité) sont effectués d'ores et déjà à peu près dans ces conditions et que les malades y retrouvent rarement leur compte : leur invalidité réelle est presque toujours minimisée !

La lenteur des discussions sur les projets antérieurs ne doit pas endormir notre vigilance. Car la nouvelle mouture faite pour diviser le front des opposants au contrôle — en ralliant ceux qui n'avaient que des oppositions de forme — peut donner lieu un jour ou l'autre à une version définitive. Le tout en s'appuyant sur la complicité ouverte de certaines confédérations (CFTC, FO) et sur la passivité des autres (CFDT, CGT). C'est sans perdre de temps par l'information et l'action dans les entreprises, qu'il faut préparer la riposte à ce nouveau projet scélérat et réaffirmer le refus des travailleurs de toute police médicale !

Pierre PUJOL

Rentrée scolaire

Le prix de la gratuité !

LEP : les anciens centres d'apprentissage, après être devenus des CET, sont maintenant des Lycées d'Enseignement Professionnel. Le titre ronflant, recouvre, bien entendu, la même réalité, ici, les enfants des prolétaires sont formés à leurs futures tâches de prolétaires.

Dans celui-ci, en banlieue Nord, les filles de la «cité des 4.000», célèbre pour son entassement et son taux de chômage, viennent apprendre la dactylo et la comptabilité. Il a bien fallu, le jour de la rentrée, une heure dans chaque classe pour que le prof détaille la paperasse qu'elles auront à remplir, tout ce qu'elles doivent remettre, dans les délais administratifs, à leurs délégués.

Après quoi, elles n'avaient plus qu'à faire leurs

comptes. Quatre timbres (l'école fournit les enveloppes) : 4 F 80. Cinq photos d'identité ; bien sûr, on peut les faire au photomaton. Mais l'établissement fait venir un photographe : l'an dernier, le même avait un tarif de 25 F. Plus 15 F pour le carnet de correspondance, instrument que le CET (pardon le LEP), fera signer aux parents chaque fois qu'il aura quelque information à leur transmettre, et 10 F pour l'assurance (obligatoire).

Total : cinquante quatre francs quatre vingt. A peu de choses près, une journée de travail au SMIC. Une comptabilité que les mères de famille sauront tenir sans avoir suivi les cours du désormais Lycée d'Enseignement Professionnel.

Une rentrée scolaire à problèmes !

Beuillac se faisant fort de faire de cette rentrée une rentrée sans problèmes. La réalité lui apporte un démenti cinglant. De nombreux établissements scolaires de tous niveaux, du primaire à l'enseignement supérieur, connaissent des mouvements de mécontentement qui vont parfois jusqu'à la grève. A Besançon, une dizaine de lycées sont concernés, par les manques d'effectifs d'enseignement. Une grève est en cours, notamment pour la réduction des effectifs dans les classes et l'embauche d'auxiliaires. Les problèmes techniques ne manquent pas non plus, et sur l'ensemble du territoire, des établissements sont touchés par des pénuries de matériel, tel des cantines des élèves n'ont pas de locaux...

Des mots d'ordre de grève sont lancés, par des différentes organisations syndicales des enseignants. Les «profs de gym» seront en grève le 25 septembre contre les heures supplémentaires et l'embauche de maîtres auxiliaires.

Achetez
Le Quotidien du Peuple
chaque jour
dans le même kiosque

NANN D'AN DIDTRUJ NUKLEEL ! NON A L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE !

DE NOTRE CORRESPONDANT JEAN-JACQUES KERFICIEN

● Dimanche 17 septembre 5 000 manifestants, trois kilomètres de cortège ont marché sur le site de la centrale nucléaire en projet à Plogoff, petit village perdu dans la lande sauvage de la pointe du Raz. Pour une marche qui avait été appelée très tard et peu préparée, la démonstration de force est évidente. Les Bretons, déjà bien sensibilisés au problème de la pollution, savent bien qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour garantir leur bien-être.

Le départ de la marche fut précédé de signatures de pétitions et de trois cents prises de participation au GFA (Groupement Foncier Agricole) Puis alors que le curé faisait sonner le tocsin, les manifestants scandaient : «Marée noire, ça suffit ! Nucléaire, non merci ! Nann d'an didtruj nukleel ! Non à l'énergie nucléaire ! Centrales nucléaires, nous n'en voulons pas, nous n'en voudrons pas ! ». Quant aux députés bretons, ils se firent traiter de «vendus». Les marins pêcheurs se manifestèrent eux par mer. Une quarantaine d'embarcations s'ancrèrent face au site.

Sur le site lui-même les

associations écologiques rappelleront «les élus régionaux vont se prononcer sur un projet sur lequel l'information a été manipulée, les études ne prenant pas en considération certains éléments. Rien sur la radioactivité et la concentration des éléments radio-actifs dans la chaîne alimentaire. Où sont également les études sur les effets du chlore qui sera rejeté en grande quantité». Le chlore sera utilisé pour empêcher la prolifération des algues dans les canalisations de pompage de l'eau de mer. De plus, les études sur le réchauffement des eaux n'ont été menées que par EDF. Les écologistes demandent

qu'une contre expertise soit faite. Par ailleurs ce magnifique site serait irrémédiablement détruit par une route de 30 à 40 mètres de large rejoignant Audierne : des dizaines de kilomètres de côtes sauvages ravagées !

La confiance des manifestants dans leur force s'est vue fortifiée par l'intervention d'un militant

d'Erdeven (Morbihan) qui raconta comment dans sa région la population empêcha l'implantation d'une centrale par un combat incessant durant deux ans.

Les Finistériens sont eux aussi déterminés. Ils le montreront encore le samedi 23 à Brest lors de la manifestation régionale.

Pourquoi un GFA à Plogoff ?

Le Groupement Foncier Agricole est une société civile constituée entre des personnes physiques pour créer ou constituer une ou plusieurs exploitations agricoles. La limite dans le Finistère en étant de 231 hectares. L'EDF prévoit l'acquisition de 200 à 300 hectares sur le site. Les terres sont données au GFA en bail à long terme (18 ans au moins). Lors de la dissolution les propriétaires reprennent leurs parcelles. La dissolution anticipée est possible si toute menace est écartée. C'est l'arme la plus efficace pour retarder les expropriations. Celles-ci seront d'autant plus difficiles à exécuter qu'il y aura des porteurs de part. Un groupement parvient mieux à se défendre que des individus isolés. Tout renseignement relatif à l'acquisition de ces parts (100 F) est à prendre chez Mme Carval Triguier, 29 153 Plogoff.

IRAN «En créant le parti unique, le Shah voulait briser tout contre-pouvoir... des films américains et soviétiques qui invitent à la soumission du peuple... Ne pas se contenter de quelques réformes, des transformations radicales pour couper tout lien de dépendance...».

LE POINT DE VUE DE ABOL - HASSAN BANISADR

économiste iranien, membre du Comité pour la défense des droits de l'homme en Iran, militant du mouvement religieux (2)

Parmi les objectifs que les manifestants ont attaqués au cours des dix derniers mois, il y a les sièges du parti unique. Ce n'est plus le cas maintenant, car ce parti s'est disloqué sous la poussée du mouvement populaire, qui a abouti à l'isolement du Shah. Mais, si le peuple a attaqué ainsi vigoureusement le parti unique, c'est parce qu'il se heurtait directement à son appareil. En effet, ce parti était une couverture pour la Savak, et il essayait de pénétrer à l'intérieur même du peuple en y organisant de multiples ramifications.

En créant en 1975 un tel parti, le Shah voulait s'assurer une mainmise complète sur le peuple. C'était une négation brutale de tout ce qui au sein du peuple constitue traditionnellement des anti-pouvoirs, notamment les institutions religieuses, les institutions au niveau des villages par exemple, avec les mosquées qui ont une fonction très importante : un lieu de réunions, de débats, où conformément aux institutions de la religion chiite, la base s'exprime et exerce son contrôle. Voilà pourquoi cette tentative de mainmise a aussi grandement contribué à l'explosion de ces derniers mois.

Une des caractéristiques de la culture populaire iranienne, c'est qu'elle est fermée sur l'extérieur. Cela se reflète jusque dans l'architecture des habitations, avec fermeture sur l'extérieur et ouverture à l'intérieur. Jamais vous ne pouvez vous mettre en contact comme ça avec un paysan, par exemple, il ne se prononcera pas librement. Sauf dans les cas où vous arrivez à le convaincre que vous n'êtes pas extérieur. Si vous arrivez à le convaincre, alors il se prononcera ouvertement, sans ambiguïté. Le pouvoir totalitaire du Shah voulait briser cette résistance, en recrutant dans chaque famille. Il y a une parole du chef de la Savak, qui est très édifiante «*si on ne brise pas ce qui à l'intérieur de l'homme le pousse à résister, la révolution et le processus révolutionnaire ne peuvent être dominés*». Cette entreprise a échoué.

▷ — C'est l'ensemble de l'Iran qui s'est mis en mouvement y compris dans les campagnes ?

— Oui, depuis longtemps, les villages étaient isolés des mouvements populaires ; les paysans obligés, à cause des conséquences de la réforme agraire, de vider les villages et de partir dans les villes, se sont retrouvés aux côtés des ouvriers et des autres catégories de la population. Maintenant des relations avec leurs familles dans les villages, ils y ont ramené une idéologie de lutte. Ainsi, pour la première fois depuis très longtemps, on a vu ces derniers mois, même les petites villes et les villages, participer directement au mouvement.

Cette extension des manifestations contre le régime à l'ensemble de l'Iran est directement liée à l'organisation du mouvement.

Déjà, si l'on observe le réseau d'informations, d'organisation des religieux, c'est un système très développé et très ramifié. Par exemple, les seules personnes qui ont vraiment les moyens d'aller dans les campagnes, d'avoir le contact avec la population sans craindre la répression, ce sont justement les religieux. Les religieux, qui sont environ 150 000 aux différents niveaux etc. apportent, par leurs réseaux, les informations dans tous les quartiers populaires et les villages du pays. En retour, ils reçoivent des fidèles une multitude d'informations.

Par exemple, à l'occasion des cérémonies, dans les campagnes dans les quartiers populaires, il n'est pas seulement question de prières, mais il y a échange d'informations, analyse de la situation. Ceci constitue la base de la constitution d'une organisation originale du peuple, fondée sur la réalité iranienne, alors que ce qui vient comme modèle de l'Occident ou d'autres pays développés, ne s'applique pas très bien à notre société.

En ce qui concerne le contenu des manifestations, à mon avis, il est important de mettre les choses au clair, en dénonçant la propagande faite, à propos des problèmes de l'industrie et de l'agriculture, sur le «modernisme» du Shah et de son régime, opposé à un prétendu fanatisme des religieux. A propos du problème de la femme, on a vu en France, des journaux comme *Le Monde*, *Le Figaro*, ou *le Meilleur* affirmer que les gens en Iran voulaient la tête de Farah parce qu'elle aurait osé délivrer la femme. Il faut dénoncer cela. Et l'interview que le Shah a accordée à Faradj, journaliste italien, dans laquelle il déclare que les qualités qu'il attend des femmes, c'est qu'elles soient belles et séduisantes, est très significative. Ceci veut dire que la femme est considérée comme égale à un objet, un corps au service des besoins et des caprices du pouvoir. Justement, Khomeiny s'oppose à cela. Et c'est pour protester contre ces conceptions, et toute la politique du Shah, que l'on a vu ces derniers mois, des femmes se voiler en signe de protestation, voulant ainsi signifier leur résistance au régime. Dans les manifestations récentes, la mort de centaines de femmes est un démenti du modernisme dont le Shah se réclame.

▷ — Quelle est la signification exacte des attaques contre les cinémas ?

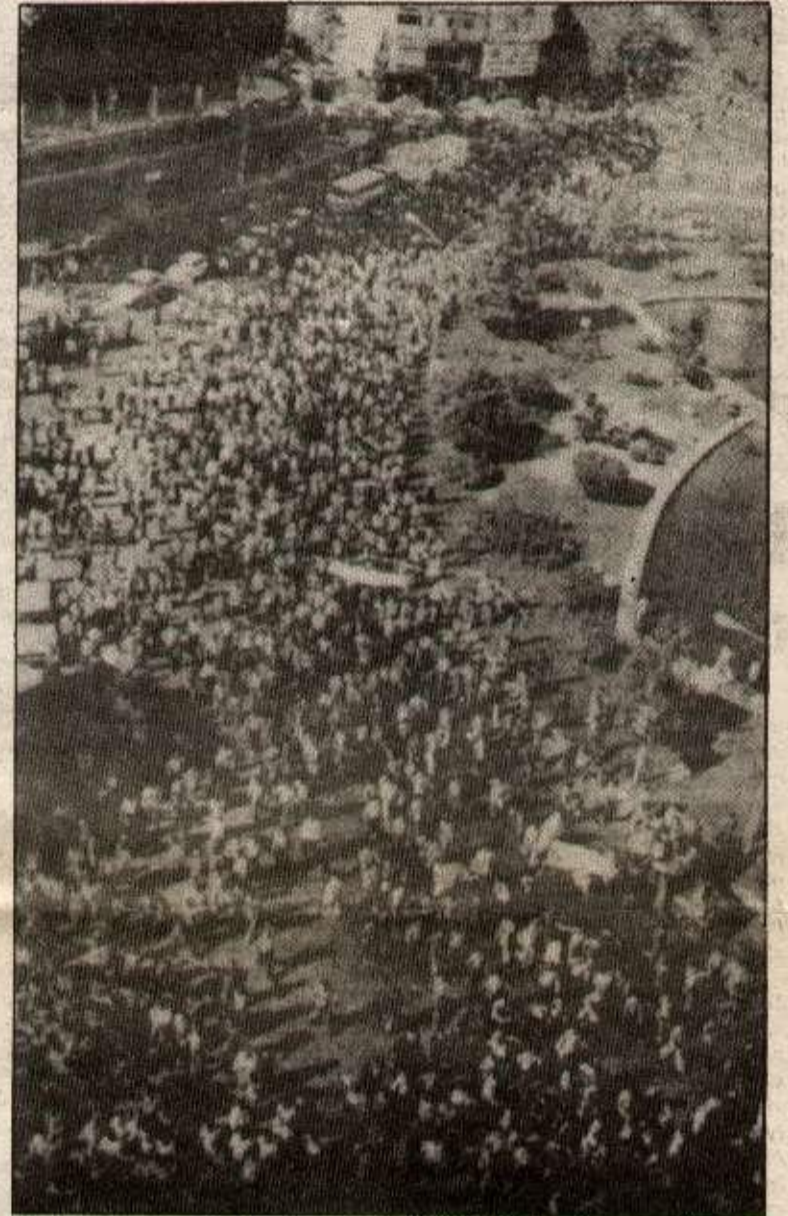
— Il y a plus de cinquante ans, un de nos leaders religieux, parlant de ceux qui veulent nous dominer, a dit : «*Ce qu'ils vont nous donner ce n'est pas la culture occidentale, les valeurs populaires de l'Occident, mais les anti-valeurs d'Occident*». C'est ce qui s'est passé avec la dynastie du Shah, et c'est pourquoi le peuple est contre. Ainsi, par exemple, tout d'un coup, on a projeté en Iran des films, pornographiques ou non qui heurtent de front notre culture,

et son opposition intérieur/extérieur que nous évoquions tout à l'heure. Il s'agit de priver le peuple de ses moyens de résistance vis-à-vis d'un pouvoir qui lui est imposé de l'extérieur. Les valeurs critiques occidentales sont interdites en Iran, la créativité, c'est une valeur mais, sur le plan politique, c'est totalement interdit, sur le plan économique aussi. Il y a une destruction totale de l'homme en tant qu'acteur, créateur. Il faut étudier les films projetés en Iran, et voir comment pendant les dix dernières années, ces films ont été bien choisis pour détruire tout esprit créateur du peuple. Les films qui montrent l'impossibilité de la résistance à l'égard d'un pouvoir absolutiste, qui montrent le peuple abattu, ont toutes chances d'être projetés en Iran. Tout ce qui montre le servilisme, l'acceptation du pouvoir en place, est projeté.

Ce sont les Américains et les Soviétiques qui fournissent les films en Iran. Et dans tous ces films que l'on montre à la télé ou au cinéma, c'est la passivité totale que l'on prêche. Les films où le sentiment de résistance intervient, sans même parler des films révolutionnaires, par exemple, des films américains où il y a un peu de révolte, ont été censurés en Iran. Ce type de cinéma que l'on nous a imposé a donc représenté pour le peuple un symbole de l'oppression du régime et de la domination étrangère, et c'est pourquoi il a été une cible importante des manifestations populaires. Seules les anti-valeurs, compatibles avec ce régime, peuvent pénétrer en Iran. Le Shah est au service de la domination étrangère et pour l'imposer, il lui faut annihiler le peuple. Il est contre toute modernité en Iran, notamment sur le plan politique, et tout ce qui symbolise dans ce domaine une modernisation effective, a été interdit en Iran.

▷ — Comme beaucoup de ceux qui participent actuellement au mouvement populaire en Iran, vous estimez que quelques réformes ne suffisent pas ; vous parlez de la nécessité d'une «transformation complète». Comment caractérisiez-vous la société qui devrait voir le jour avec la chute du Shah et de son régime ?

— Il nous faut agir sur les plans économique, politique, social, culturel, idéologique. Sur le plan économique, nous estimons que le développement dans la dépendance est impossible, donc il faut couper les rapports organiques qui nous font dépendre de l'extérieur. Le système bancaire actuel, par exemple, il faut le détruire, et en établir un autre, si besoin est. Il faut libérer la monnaie iranienne de son rapport avec le dollar américain. Il faut réintégrer le pétrole dans l'économie iranienne. Il faut briser les rapports économiques actuels avec l'étranger, en changeant la structure des importations et l'organisation et la répartition des activités dans les divers secteurs de l'économie.



Sur le plan politique, il faut mettre fin à ce régime, il faut enlever l'appareil de répression que constitue l'armée, renoncer à une politique guerrière, comme l'intervention passée contre le peuple d'Oman.

Il faut donner une fonction défensive, donc un caractère populaire à l'armée, organiser une défense populaire. Il faut aussi dissoudre la SAVAK.

La société iranienne arrive à un moment critique, son existence même est en jeu. C'est le peuple, c'est-à-dire les classes laborieuses, qui doit prendre la place de ce régime, c'est lui qui est la force organique de la société. Pour que le peuple prenne les choses en main, il faut l'unité. Pour réaliser l'unité du peuple, on ne peut y parvenir qu'à travers des discussions, des débats, en créant un courant populaire, clair, net, qui donnera naissance, disons, à une organisation ayant certainement des caractéristiques adaptées à la culture, aux nécessités politiques du pays. En s'appuyant sur les discussions à la base, qui caractérisent la communauté chiite, on peut créer une sorte de leadership, une organisation suffisamment souple pour diriger le peuple.

Je voudrais ajouter qu'aujourd'hui, au contraire du passé, de la révolution constitutionnelle de 1906, il y a le souci d'établir un programme clair, un programme

qui apparaîtra bientôt, en continuant la lutte pour la chute du Shah et de son régime. Pourquoi cette différence ? Parce qu'en 1906, tous les partis en Iran étaient des partis s'inspirant de l'idéologie occidentale. A l'époque, le mouvement religieux chiite suivait, il était dans le mouvement populaire, mais il n'était pas à la tête. Et il n'a pas analysé la société, présenté un programme précis. Il y avait un sentiment nationaliste, une volonté d'indépendance vis-à-vis de la Russie et des occidentaux, mais le mouvement était dirigé par des nationalistes, avec des idées vagues. Maintenant, beaucoup de choses ont évolué.

Propos recueillis par
Franck ROUSSEL
et
Jean-Paul GAY

Demain,
la suite
de cet entretien

RECTIFICATIF

Nous avons parlé par erreur hier de 3 500 conseillers américains en Iran. Il s'agit de 35 000.

LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

A un abonnement a

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRml.
- Pékin information.
- La Chine en construction
- Réception du Manifeste pour le Socialisme.

et à un livre ou un disque au choix

PARMI LES LIVRES

LE TOME V DE MAO TSE TOUNG

- ou
- La France de 68 (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- Kuo Mo Jo : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- Adieu camarades (Roger Pannequin)
- Argentine : Révolution et contre révolution (F. Gèze/A. Labrousse)
- Salaire aux pièces (Miklos Haratzi)
- Ecoles rurales, quel avenir
- Nucléaire danger immédiat (CFDT) et électronucléaire danger (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

PARMI LES DISQUES

- L'homme qui regarde son pays de l'exil (Higinio Mena, chants argentins)
- Chants anti-nucléaires (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et Argentine Solidarité (COBAS)
- Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie (Hedi Guella)
- Ils se meurent nos oiseaux (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée-noire).

Sur présentation de la carte «abonné ami» du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du P.C.R. ml
- Réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

LIBRAIRIES

- Aix en Provence**
Librairie quotidienne
5 rue Félix Gouet (10 %)
- Besançon**
Lib. Les sandales d'Empédocle
Place Victor Hugo
138 Grande Rue. (10 %)
- Bourges**
Lib. Nathanaël
4, cours Avaricum.
- Brest**
Lib. Graffiti (10 %)
Place Saint-Louis
- Caen**
La Licorne (10 %)
Rue Froide
- Clermont-Ferrand**
Lib. Jean Rome (10 %)
1 rue des Gras
- Evreux**
Lib. Dubois-Dehayes
rue Chartraine (5 %)
- Grenoble**
Le Livre ouvert
Cours Fontaine (10 %)
- La Rochelle**
Lib. La Genette (5 %)
Rue Rougemont
- Le Mans**
Lib. La Taupe
2 quai amiral Lalande (10 %)
- Lille**
Librairie populaire
40 rue de Guesdes

Lyon

- Librairie populaire
226 rue Duguesclin (3°)
(10 %)
- Marseille**
Librairie Lire (10 %)
Rue Sainte (1°)
- Metz**
Librairie Géronimo
Rue du Pont des Morts
(10 %)
- Montluçon**
Le Bouillon de culture
15 rue Barathon (10 %)
- Nice**
Le Temps des Cerises
50 bd de la Madeleine
(10 %)
- Nantes**
Librairie 71 (10 %)
50 bd de la Madeleine
- Orléans**
Les temps modernes
rue N. D. de Recouvrance
(5 %)
- Quimper**
Calligrammes
23 rue du Sillé (10 %)
- Perpignan**
Le Futur antérieur
22 rue Grande-la-Réal
(10 %)
- Reims**
Le Grand jeu
20 rue Colbert

CINÉMAS

- Châtelet-Victoria**
19 avenue Victoria 1°
- Paris**
Saint-Séverin
12 rue Saint Séverin (5°)
Tarif étudiant : 10 F
- La Clef**
21 rue de la Clef (5°)
Tarif étud.
- Seine Cinéma**
8 rue Frédéric Sauton (5°)
- Lyon**
Cinématographe
44 cours Suchet (2°)
Tarif collect.
(5 tickets : 40 F).
- Le Canut**
32 rue Leynaud (1°)
(tarif. étud.)

Nom (en capitales)
Prénom
Ville

Date :

Abonnement normal 350 F
Abonnement de soutien 600 F
... F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

INTERNATIONAL

NOUVELLES DE R.F.A.

Par Anne RHEIN

«ACCIDENT» DANS LA CHASSE ANTI-TERRORISTE

Une nouvelle fois, la chasse aux terroristes bat son plein en République Fédérale d'Allemagne. Le scénario n'en est que trop connu : opérations policières de grande envergure, contrôles d'identité à tous les coins de rues, appels à la délation, fichage de centaines de personnes extérieures aux événements, arrestations...

Après la mort de Willy Peter Stoll, abattu par deux flics dans un restaurant à Düsseldorf, la chasse gigantesque se poursuit : sont recherchés les terroristes Klar et Schulz, prétendument impliqués comme Stoll dans l'enlèvement et l'assassinat de Schleyer et qui menaceraient de commettre de nouvelles actions terroristes.

Une question se pose pourtant : Stoll, Klar et Schulz, n'ont-ils pas pu échapper, il y a quelques semaines, sans le moindre problème aux policiers qui les entouraient par dizaines, prenaient de très bonnes photos permettant facilement l'identification des terroristes, alors que les uns comme les autres buvaient tranquillement leur coca à une terrasse de bistrot ? N'ont-ils pas pu entreprendre, à trois reprises, des vols en hélicoptère, filmer d'en haut les cours de prisons sans que les recherches des flics eux-mêmes (par exemple la plaque minéralogique de la Mercedes conduite par les terroristes correspondait à une Diesel, la voiture roulait à l'essence) mènent à des arrestations ?

Bien sûr, cette affaire, rendue publique, a fait scandale en Allemagne fédérale ; un certain remaniement dans les services anti-terroristes pourrait en être la conséquence.

Mais comment croire à la seule incapacité de quelques flics alors que cet «accident» arrange si bien la bourgeoisie allemande ? Celle-ci en effet, pas trop pressée apparemment de mettre un terme aux activités terroristes, a, au contraire, toujours su mettre à profit toute action ou prétendue action de terroristes pour attiser le climat d'hystérie et de délation, pour renforcer son terrorisme policier, pour restreindre encore davantage les libertés démocratiques.

OÙ EN EST LE PROCÈS CROISSANT ?

A Stuttgart-Stammheim, le procès contre M^e Klaus Croissant se poursuit. Dès le début de ce procès, de graves menaces pèsent sur la défense : rappelons par exemple les fouilles corporelles imposées aux défenseurs de Croissant. Pourtant, le tribunal a dû se plier aux limites imposées à l'accusation par le décret d'extradition français ne permettant la poursuite en justice de Croissant que pour la mise en place d'un système d'information entre prisonniers de la RAF.

Comme l'ont expliqué les défenseurs de Klaus Croissant, le procureur essaie néanmoins d'outrepasser les limites du décret d'extradition, en retenant contre Croissant non seulement sa responsabilité dans la mise en place du système d'information, mais également d'un «système de formation» de la RAF, charge qui

proverait l'identification quasi-totale de Croissant avec les buts poursuivis par la RAF (et faciliterait ainsi sa condamnation).

Multiples sont aussi les atteintes portées à la défense de maître Croissant : Une vitre sépare Croissant de son avocat, et rend extrêmement difficile toute coordination efficace de la défense. Le courrier entre avocats et accusé est soumis à contrôle et met entre 10 jours et trois semaines pour arriver à destination, quand il arrive. En effet, des documents utiles à la défense, comme par exemple le livre «Textes de la RAF», ne sont jamais parvenus à Croissant ; on a fait savoir au défenseur, Maître Baier, que cet envoi pourrait être considéré comme un «acte de soutien à une association criminelle».

SCHMIDT : AUSTÉRITÉ POUR LES MASSES, CADEAUX AUX PATRONS

La coalition social-libérale au gouvernement de Bonn va soumettre prochainement au Bundestag un projet de réforme d'impôts qui, en supprimant à partir de 1980 l'impôt sur la masse salariale (payé par les entrepreneurs aux communes) réduit une nouvelle fois les charges fiscales des entreprises. Schmidt qui compte faire payer aux masses ce qu'il enlève aux communes, justifie ce nouveau cadeau aux patrons comme étant la «contribution des Allemands» pour mettre en pratique les décisions prises par les puissances occidentales lors du sommet de Bonn en juillet dernier.

Timor Est des armes françaises contre le FRETILIN

Le récent voyage de De Guiringaud en Indonésie et les ventes d'armes (mirages et chars) à Soekarno sont sévèrement dénoncés par le Fretilin qui mène la lutte depuis de nombreuses années à Timor Est contre l'invasion indonésienne. Le Front de Libération du Timor Occidental déclare notamment : «Ces chars, ces mirages seront engagés contre notre population civile, nos femmes, nos enfants. Je ne peux pas comprendre cela. C'est une politique criminelle». Il indique également que la guerre poursuivie contre Timor Est depuis 1975 a déjà fait 120 000 victimes (dont 40 000 depuis la dernière offensive indonésienne en mai dernier). Le Fretilin a affirmé son intention de reposer le problème de Timor à la prochaine assemblée générale de l'ONU, fort des votes déjà émis par les Nations Unies qui demandaient le retrait des troupes indonésiennes et proclamaient le droit du peuple de Timor à l'autodétermination.

Astrid Proll risque le «suicide» si elle est extradée en RFA

C'est ce qu'a déclaré l'avocat de la jeune femme accusée par la RFA d'appartenir à la Bande à Baader. Après son arrestation par la police britannique, son extradition sera accordée par la Grande Bretagne si la RFA peut présenter des preuves formelles de sa culpabilité. Astrid Proll, fut une prise facile pour Scotland Yard ; installée depuis 4 ans en Grande-Bretagne, elle est gravement malade. Elle affirme avoir essayé ces dernières années de se ranger.

Manifestation anti-nazie en RFA

A Mannheim, les nazis du NPD, avec à leur tête un policier (président du NPD) ont dû tenir tête à 2 000 manifestants venus pour empêcher le meeting. 1 200 policiers ont essayé de repousser les anti-nazis et ont fait ainsi de nombreux blessés, 50 personnes ont été arrêtées.

Tentative d'assassinat d'un dirigeant du mouvement indien

Russell Means, dirigeant du Mouvement des Indiens d'Amérique, qui défend les droits des tribus indiennes, a été blessé à coups de poignard dans le pénitencier de Sioux Falls où il purge une peine de 4 ans de prison. Cette tentative d'assassinat est à mettre en rapport avec les manifestations réclamant la libération de Means qui devaient avoir lieu prochainement. Russell Means qui sort d'une grève de la faim de 32 jours, avait été condamné par la justice américaine pour avoir joué un rôle de médiateur entre des accusés indiens et la justice fédérale.

Luxembourg - France

Le premier Ministre du Luxembourg est arrivé lundi après-midi en France pour une visite de 3 jours. M. Gaston Thorn chef du gouvernement est également ministre des Affaires étrangères du Luxembourg, c'est à ce titre qu'il s'entretiendra avec Louis De Guiringaud après avoir été reçu par Barre.

PROGRAMME TÉLÉ

Mardi 19 septembre

TF 1

- 18 h 55 - Christine
- 19 h 15 - Une minute pour les femmes
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - La ronde de nuit. Film TV
- 22 h 00 - La jalousie aujourd'hui
- 22 h 55 - Journal et fin

A 2

- 18 h 35 - C'est la vie
- 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
- 19 h 45 - Top club
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Les dossiers de l'écran. Les envoutés. Téléfilm américain en version française
- 23 h 30 - Journal et fin

FR 3

- 19 h 10 - Le chevalier de cœur
- 19 h 55 - Flash journal
- 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
- 20 h 30 - Sissi. Film autrichien d'Ernst Marischka 1955

Mercredi 20 septembre

TF 1

- 18 h 25 - Un, rue sésame
- 18 h 55 - Christine
- 19 h 15 - Une minutes pour les femmes
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 55 - Tirage du loto
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - La main coupée. Film TV de Blaise Cendrars
- 22 h 10 - Les grandes énigmes
- 23 h 00 - Journal et fin

A 2

- 18 h 35 - C'est la vie
- 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - Top club
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Mi fugue, mi raison
- 20 h 35 - Muppet Show
- 20 h 55 - Mi fugue, mi raison. Sur le thème de... la nuit
- 22 h 20 - Les jours de notre vie. Ça n'arrive qu'aux autres
- 23 h 15 - Journal et fin

FR 3

- 18 h 30 - Pour la jeunesse
- 18 h 55 - Tribune libre
- 19 h 10 - Le chevalier de cœur
- 19 h 40 - Télévision régionale
- 19 h 55 - Flash journal
- 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
- 20 h 30 - Alice ou la dernière fugue. Film français de Claude Chabrol 1976
- 22 h 00 - Journal et fin

L'ABEILLE ET L'ARCHITECTE

Le dernier livre de Mitterrand, un autre monde...

● François Mitterrand a assurément des qualités d'écrivain. Il en administre à nouveau la preuve avec la publication d'un nouvel épisode de ses chroniques, regroupées dans un livre qui sort ces jours-ci : « *L'abeille et l'architecte* » (1). Il s'agit du recueil des articles parus hebdomadairement dans *L'Unité*, auxquels sont venues s'ajouter quelques pages inédites écrites après l'échec de la gauche.

Du 15 janvier 1975 au 10 juillet 1978, Mitterrand pose ainsi son regard sur l'actualité, sur les personnages connus ou inconnus qu'il rencontre, qu'il reçoit ou qui le reçoivent, sur les péripéties de son action politique, et sur la vie en général. Il le fait avec une indéniable facilité de plume. Soit Mitterrand a des talents d'écrivain, des talents qui valent bien ceux des pensionnaires de l'Académie Française. C'est à ce point qu'ils sont nombreux — bien ou mal intentionnés — ceux qui pensent qu'après avoir raté l'Elysée en 74 et Matignon en 78, Mitterrand pourra bien parvenir sous la Coupole dans les années à venir. Il y sera d'ailleurs à sa place, en tant qu'écrivain comme en tant que politicien. Le premier y retrouverait d'autres qui comme lui pratiquent l'art de mépriser le peuple, l'art de se placer au-dessus de ces basses contingences que sont le chômage, la vie chère, la misère, l'art d'écrire — de bien écrire — les pires perfidies. Le second y retrouverait certaines gens de sa race — les Pierrefitte, Ed-

gar Faure, d'Ormesson, avec qui il faut bien le dire les contradictions sont assez minces. Et puis l'Académie, avec sa poussière, sa désertitude et son folklore d'un autre âge siérait bien à un homme qui depuis si longtemps hante les sphères politiques.

Soyons justes, *L'abeille et l'architecte* n'est pas un livre inintéressant. Ceux qui auront vu un Mitterrand un soir de meeting électoral, enveloppé dans une écharpe rouge, singeant Blum et Bruant, ceux qui l'auront entendu se lancer dans de violentes diatribes contre le pouvoir, découvriront un autre homme. Un homme qui cite Marx en exergue de son livre, mais qui prétend être un de ces personnages qui font l'histoire à la place des peuples. Un homme qui joue de tout son style pour défendre le sionisme, pour apprécier les « qualités humaines » de tel dirigeant cubain, pour considérer que « le prolétariat exerce, en URSS plus que nulle part ailleurs, un rôle déterminant », etc. Ceux des travailleurs qui auraient pu s'illusionner sur les capacités de Mitterrand à défen-

dre leurs intérêts cependant qu'il ne daigne se pencher sur leurs problèmes que pour ajouter cette touche d'humanisme et de bonté d'âme qui sied aux grands écrivains, ils verront combien le secrétaire du PS est extérieur à leurs difficultés, à leur vie. Ceux des électeurs qui auront voté socialiste en pensant à un changement de société apprendront que « le socialisme n'est pas un objectif, mais une démarche », ils apprendront que leurs voix sont capitalisées par Mitterrand comme s'il s'agissait de son bien propre.

VICTOIRE, ECHEC...

Il s'est passé quelque chose d'essentiel au cours des trois années que couvre *L'abeille et l'architecte*, c'est la rupture de l'Union de la gauche, la faillite du Programme commun, amorcée il y a tout juste un an, le 21 septembre, et sanctionnée 6 mois plus tard. Ou'en dit Mitterrand : bien peu de choses en réalité, sinon que le PCF en porte la seule responsabilité. Il nous faut cependant retenir cet étonnant dialogue entre Mitterrand et lui-même qui clôt l'ouvrage. Évoquant la défaite : « *Il a fallu 15 ans à Léon Blum pour conduire au pouvoir son parti mutilé par la scission de Tours. Je puis, au nom du mien, répondre devant l'Histoire des sept années qu'elle*

m'a données.

Lui : *On vous a connu pas pressé ?*

Moi : *Eh non, je ne suis pas pressé. Député, ministre à trente ans, on me flattait pour ma jeunesse. La jeunesse ! Je ne suis pas de ceux qui en font profession !*

Lui : *Mais la défaite de la gauche...*

Moi : *Si j'avais tiré orgueil d'une phase de ma vie ce serait bien de celle-là qui me vaut d'être seul ou presque, au cœur d'un grand cabot.*

Lui : *On est toujours seul dans l'échec*

Moi : *Victoire, échec, on est toujours seul devant soi...*

Voilà les conclusions de Mitterrand, après avoir menti, après avoir raconté aux travailleurs que la vie changerait, après avoir tout subordonné aux échéances électorales, après avoir tout fait pour susciter l'illusion, tel le joueur de flûte de ce conte allemand, Mitterrand disparaît. Il n'est responsable de rien ! Qui le croirait ?

Si son livre est une auto-justification, elle est fautive. Si c'est un plaidoyer, il n'est pas convaincant. Si c'est une preuve supplémentaire de ses qualités d'homme politique bourgeois, il vise juste.

Nicolas DUVALLOIS

(1) *L'abeille et l'architecte*. Editions Flammarion.

imro: des travailleurs aux pieds nus

Extraits

11^e épisode

Aux Editions Fédérop

La lutte racontée par les travailleurs eux-mêmes

Le soir, pour éviter de nouveaux vols, et par là même faire respecter le droit de propriété, nous resterons dans l'entreprise. On étudiera systématiquement le contenu des bureaux, tiroir après tiroir et nous ne découvrirons que fort peu de notes intéressantes. Il était clair que les dossiers qui pouvaient avoir de l'intérêt à nos yeux avaient été démenagés depuis longtemps.

Le lendemain, nous commencerons à mettre en place nos outils de lutte, les commissions. Les cadres resteront en occupation pour cette seule et unique journée. Ils se créeront pour eux tout seul une seule et unique commission, la commission jeux ! Les rôles étaient inversés. Pour qu'ils puissent jouer bien sagement aucun travailleur n'osera aller les déranger d'autant plus que nous avions fort à faire. Dans l'après-midi, nous surprendrons quelques cadres discuter avec des clients et ceci avec fougue et chaleur. Non pas pour populariser notre lutte loin de là, car à chaque fois que nous populariser devant eux, ils se tairent pour reprendre de plus belle dès que nous avons le dos tourné. Cette attitude de gamins faisant des bêtises pendant nos absences, nous intriguera : jusqu'au moment où nous nous aperçûmes que le contenu de leurs discussions passionnées avec certains clients reposait tout bonnement sur la ventilation de la clientèle en fonction des imprimeries où les cadres seraient réembauchés. Inutile de dire que la mort dans l'âme, le cœur en deux, nous leur demanderons poliment et respectueusement de décamper de notre territoire au plus vite.

Mais le plus important, ce jour-là, c'était la publication de notre journal « Spécial-Licenciements » pour présenter aux travailleurs de la région rouennaise les raisons de notre licenciement.

« IMRO bradée »

Les clients perdus par l'IMRO ne le sont pas par hasard. Il s'avère en effet que l'ex-P.D.G. devient agent commercial d'un imprimeur de Rouen qui depuis longtemps était intéressé par l'achat de l'entreprise, mais sans ses ouvriers.

Depuis quelque temps, lorsqu'un client passait commande, il était dirigé vers cet imprimeur.

Bien qu'en liquidation de biens depuis vendredi, le lendemain matin l'ex-P.D.G. détournait les films des clients restants représentant plusieurs années de travail et aussi plusieurs millions.

A ce sujet, Maître Desfontaines, syndic de l'IMRO a déclaré au comité d'entreprise qu'il portera plainte. Sachant pertinemment où il est allé chercher les films il lui sera aisé de savoir contre qui, il doit porter plainte.

D'autres preuves de collusion que nous ne pouvons dévoiler pour l'instant éclateront dans les jours à venir ce qui prouvera avec évidence que l'IMRO a certes été touchée par la crise économique mais aussi et surtout que l'IMRO a été BRADÉE pour sauver l'intérêt de quelques personnes au détriment de 90 ouvriers devenus chômeurs.

Bien que l'IMRO ait été bradée par la direction, parallèlement, il ne faut pas oublier que cette situation est due à la politique gouvernementale (notamment dans l'imprimerie) qui opère la politique de la concentration de l'entreprise tant dans la presse que dans le labour dans le but d'augmenter les profits des grandes sociétés sur le dos des travailleurs.

Les travailleurs de l'IMRO ne peuvent pas accepter ces conditions. Ils ont été pendant des années dans l'entreprise ils défendront leur emploi dans les industries graphiques avec tous leurs avantages acquis.

Cet article paru dans le numéro 1 de « Spécial-Licenciement » situait exactement dans quel sens nous allions animer notre lutte. Les collusions dénoncées dans cet article incriminaient les patrons du Livre de la région, qui dès l'annonce de la fermeture de notre entreprise, se réjouissaient publiquement car pour eux c'était une victoire contre le Syndicat du Livre. Non seulement, il était profondément atteint, pour ne pas dire abattu, mais les patrons tenaient les explications suivantes : « l'IMRO, c'est fini, et le Syndicat du Livre n'existe plus ! » Cette manœuvre des patrons se trouvait dénoncée par un travailleur du quotidien local qui affirmait, notamment dans notre journal sous ce titre révélateur, sentant bon les côtes de la Manche :

« LA POUQUE SENT LE HARENG »

Nous ne sommes pas étonnés d'apprendre le licenciement de nos 90 camarades de chez IMRO. Cette affaire se prépare de longue date. N'oublions pas que notre 22^e section du Livre repose en grande partie sur la combativité de ces camarades d'IMRO.

Depuis longtemps déjà les patrons de la région souhaitent que se taisent enfin ces voix qui expriment des sentiments de justice sociale, ces voix qui ne veulent pas que ce soit la classe ouvrière qui paie la crise (...)

Rappelons-nous les propositions de ce brave M. Allais tout prêt au sacrifice.

A suivre

Sortant de chez Boulin, Séguéy : «Nous repartons bredouille»

Avant de rencontrer la CFDT dans la soirée, une délégation de la CGT était reçue lundi par le Ministère du Travail et de la Participation de Boulin. Celui-ci comme il l'avait déjà fait la semaine passée avec la délégation cégétiste, a opposé une fin de non recevoir aux propositions de la centrale de la rue Lafayette. «Nous repartons bredouille» déclarait Séguéy à sa sortie de la rue de Grenelle.

La question de la limitation du «droit à l'arrêt de travail» que le pouvoir entend mettre en place a également été évoquée. A propos de la question des 35 heures, Boulin, comme on pouvait s'y attendre, a jeté un peu d'huile sur le feu qui dévore l'Union de la gauche en déclarant : «Je ne suis pas seul à dire qu'on ne peut réduire la semaine à 35 heures sans diminution de salaire ; M. Rocard, dit aussi qu'on ne peut pas le faire».

A sa sortie, Séguéy faisait part de ses impressions ; «ces rencontres ne servent à rien, c'est vers l'action des travailleurs qu'il faut se tourner». En voilà une découverte, M. Séguéy !

Barre : les conditions d'une «bonne défense nationale»

Sur plusieurs points, c'est un discours très proche de ceux que prononce Debré, que Barre a lu lundi, en inaugurant la 31^e session de l'Institut des Hautes Etudes de la Défense nationale.

De manière un peu nouvelle, Barre a insisté sur les facteurs non militaires qui conditionnent la politique de défense.

«La démographie et les institutions, conditionnent selon lui, l'aptitude d'une nation à assurer son indépendance et sa défense». Naturellement Barre, ne devait pas oublier d'insister sur le rôle nécessaire d'une «économie saine» entendez restructurée quel qu'en soit le coût humain.

«La Défense nationale, a-t-il dit, est l'objectif fondamental de la France depuis vingt ans».

L'écu, future monnaie européenne

Le projet monétaire arrêté entre Giscard et Schmidt à la fin de la semaine passée à Aix la Chapelle semble recueillir l'approbation des autres pays de la CEE à Bruxelles. L'accord avancerait même rapidement sur la définition d'une monnaie européenne dont le nom est déjà arrêté : l'«écu». Des divergences semblent pourtant encore subsister sur la fixation du niveau de cette unité. L'Angleterre et la France semblent favorables à ce qu'elle soit basée sur la valeur moyenne de l'ensemble des monnaies de la communauté, ce qui atténuerait les disparités entre les monnaies les plus fortes et les plus faibles. Les Allemands y seraient hostiles notamment parce qu'ils craindraient ainsi importer l'inflation des autres pays européens.

Favaro : désistement pour «le virage à droite»

C'est officiel, Favaro candidat malheureux du PCF à l'élection partielle de Meurthe et Moselle se désiste pour Tondon le candidat du PS. La question de se maintenir au second tour ne se pose même pas puisqu'il n'a pas obtenu les 12,5 % des voix des inscrits, seuil fatidique. Ni lui, ni les autres candidats ne peuvent se représenter à l'exception naturellement de Tondon et de JJSS.

Empain : «Il nous arrive d'aider tel ou tel député»

Empain était l'invité lundi soir d'Elkabbach sur Antenne 2. Ce monsieur ne sait pas s'il est «de droite ou de gauche», tout ce qu'il sait, c'est «qu'il n'est pas marxiste». Toutefois, le fait saillant de sa prestation, sera cette affirmation qui n'est certes pas une révélation : «Nous faisons ce que font les grands groupes. Cette aide passe habituellement au travers du patronat. Il nous arrive d'aider dans tel ou tel département, tel ou tel député».

La liste des bénéficiaires n'a pas été nommée.

LA SPLI EVACUÉE UNE SECONDE FOIS PAR LES FLICS

Les flics sont intervenus lundi matin pour évacuer l'usine de Rennes de la SPLI occupée depuis début juin. C'est la deuxième fois que les ouvrières de la SPLI subissent l'intervention policière. La première, le 17 août, avait été suivie aussitôt d'une réoccupation, ridiculisant ainsi les flics. Cette fois, le patron n'a pas hésité à recruter des barbouzes pour tenir l'usine après l'évacuation. Il les avait d'ailleurs déjà utilisés il y a une semaine

pour faire reprendre le travail à une dizaine d'ouvrières dans un autre atelier de la SPLI, à Ploërmel. Le patron est donc décidé à utiliser tous les moyens pour appliquer son plan de reprise scandaleux : 230 personnes sur 1 500, des salaires inférieurs, etc.

Pour protester contre l'intervention des flics et aussi contre le chômage, 200 personnes environ ont manifesté lundi soir en scandant les mots d'ordre : «Flics et barbouzes,

hors de la SPLI», «Chômage ras-le-bol», «Le chômage et la misère, c'est le capitalisme».

Les ouvrières de la SPLI étaient soutenues par des délégations de la CGCT et d'Éternit (qui manifestaient aussi l'après-midi contre les licenciements dans leur groupe ; voir notre article page 5). L'Union départementale de la CGT, après avoir tenté de saboter la lutte à maintes reprises, a tenté d'interdire aux travailleurs d'E-

ternit de participer à la manifestation. La municipalité de gauche, de son côté, après avoir clamé haut et fort son soutien à la lutte de la SPLI refuse de fournir un local aux ouvrières expulsées.

Pour élargir la popularisation et organiser la riposte, la section CGT a appelé les travailleurs à participer au comité de soutien et entreprend dès maintenant, l'organisation d'un gala de soutien.

correspondant

CGT - CFDT : PAS D'UNITÉ D'ACTION NATIONALE

Cependant Maire parle de «réveil des luttes»...

La rencontre de lundi au plus haut niveau entre la CGT et la CFDT n'a pas permis de parvenir à un accord. Certes, des deux côtés, on affirme que les contacts ne sont pas rompus mais il ne faut pas s'attendre à ce que les confédérations lancent des mots d'ordre unitaires de riposte nationale à la politique de Barre dont pourtant, Séguéy et Maire ont rappelé les conséquences «néfastes». En particulier, c'est sur la question d'une riposte nationale «à ce fleau qu'est le chômage» qu'un terrain d'entente n'a pu être dégagé. Rappelons que la CGT qui est à l'initiative de cette rencontre envisageait une semai-

ne d'actions dans les entreprises et branches professionnelles, prolongée par des actions à l'échelle nationale.

Malgré le constat d'échec de la rencontre par les deux leaders syndicaux, ils ont tous les deux néanmoins précisé qu'il était quand même apparu des points de convergence. Toutefois, les actions communes envisagées ne semblent pas appelées à dépasser le niveau des entreprises et au maximum des branches professionnelles.

Selon Maire, un accord s'est également manifesté pour des actions au niveau régional. Maire devait préciser : «L'unité d'action

reste une condition pour obtenir des résultats. Mais nous avons constaté des divergences sur la façon dont les confédérations doivent se situer dans cette action. Nous ferons en sorte, à la CFDT, que sur le terrain, ces actions se traduisent par les meilleures convergences possibles, afin que le prochain trimestre voie le réveil des luttes sociales et qu'elles deviennent le fait dominant de la période».

Les raisons qui ont conduit à cet échec sont sans doute assez nombreuses ; toutefois, Séguéy, parlant d'autre chose, devait en révéler une importante : les deux directions confédérales ne tirent pas le

même bilan des élections du mois de mars, leurs contradictions reflètent pour une part les divergences PC-PS. En affirmant vouloir favoriser «le réveil des luttes sociales» dès ce trimestre, Maire semble changer de ton, mais cela prêterait-il à conséquence ? Face à l'absence de résultats des concertations avec le gouvernement, Maire est tenu de revoir le discours qu'il tient depuis le lendemain des élections. Mais, pas plus que Séguéy, il ne semble prêt à s'engager dans la nécessaire riposte d'ampleur qu'exige la montée du chômage et la baisse du pouvoir d'achat.

F.M.

Néogravure : grève totale

Vendredi dernier, une partie des ouvriers de la Néogravure (Corbeil Essonne) «retenait» durant une semaine d'heures, six membres de la direction de cette entreprise, en vue d'obtenir l'ouverture d'une discussion avec les pouvoirs publics. Les six directeurs étaient finalement relâchés suite à l'engagement formel de leur part de demander au préfet d'organiser une table ronde.

Lundi matin, revénant sur la promesse, la direction a porté plainte contre X pour séquestration. Le personnel s'est alors réuni en assemblée générale dans la foulée, et a décidé de se mettre en grève pour ses diverses revendications.

Terrin : les travailleurs bloquent un navire

Dans la soirée de lundi soir, les travailleurs du groupe Terrin ont bloqué la «Jasmine», un navire d'une compagnie étrangère. Les travailleurs de Sud-Marine ont pour leur part refusé de reprendre le travail comme cela devait se faire lundi matin. Et pour

cause : on sait que Sud-Marine vient d'être rachetée (avec deux autres sociétés) mais il est plus que probable que dans trois ou quatre mois, ait lieu la fermeture. Les travailleurs de Sud-Marine ont expliqué à juste titre qu'ils n'accepteraient de reprendre le travail que dans le cadre d'une solution globale et sûre pour l'ensemble des travailleurs du groupe de réparation navale.

Cette solution «sûre» pour les travailleurs ne risque pas de sortir de la table ronde qui devait se tenir dans la journée de mardi, ladite réunion devant discuter du dernier plan de licenciement.

Blanc (Lille) : 400 licenciements en mars 1979 ?

La direction de l'usine textile le Blanc à Lille (Nord) avait déjà annoncé 291 licenciements au mois de juin dernier. Elle vient de faire savoir que ce chiffre insuffisant allait être porté à 429. Les licenciements prendraient effet au cours du mois de mars 1979.

Les travailleurs de l'usine, pour montrer leur refus d'une telle mesure, ont débrayé une première fois le 18 septembre, à une écrasante majorité.